

Orange
Société Anonyme au capital de 10.640.226.396 euros
Siège Social : 78 rue Olivier de Serres
75015 PARIS
380.129.866 R.C.S. PARIS

**PROCES-VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 4 MAI 2018**

L'an 2018,

Le 4 mai à 16 heures,

A la Maison de la Mutualité – 24, rue Saint-Victor, à Paris (75005),

Les actionnaires de la société Orange se sont réunis en assemblée générale mixte.

L'avis de convocation a été inséré le 6 avril 2018 au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) et dans « Les Petites Affiches », journal d'annonces légales.

Chaque actionnaire inscrit en compte au nominatif a été convoqué par lettre adressée le 12 avril.

Les membres de l'assemblée ont élargé la feuille de présence en entrant en séance, tant en leur nom qu'en leur qualité de mandataire.

Monsieur Stéphane RICHARD préside la réunion en sa qualité de président du Conseil d'administration.

Accueil de Monsieur Stéphane RICHARD

Président-directeur général

Mesdames, Messieurs, Chers actionnaires,

Bienvenue à l'Assemblée générale mixte d'Orange.

J'ai le plaisir de vous retrouver pour ce rendez-vous essentiel pour votre entreprise, qui est toujours une occasion privilégiée pour moi-même et toute l'équipe de direction de vous présenter nos réalisations, nos projets et de répondre à vos questions.

Ainsi, pour privilégier le temps de dialogue avec vous qui êtes présents aujourd'hui et comme l'autorise l'article L. 225-108 du Code de commerce, les réponses aux questions écrites ont été mises en ligne sur notre site orange.com/ag2018.

Nicolas Guérin, notre nouveau Secrétaire Général, vous communiquera les noms des personnes ou entités qui ont posé des questions et leur nombre.

Je vais tout d'abord vous donner quelques informations de nature juridique pour la tenue de cette Assemblée générale mixte.

Conformément à la loi et à l'article 21 des statuts d'Orange, j'assurerai la Présidence de cette Assemblée qui se tient sur première convocation.

L'avis préalable de réunion de la présente assemblée a été publié au BALO le 28 février 2018. L'avis de convocation a été publié le 6 avril 2018 dans ce même bulletin et dans le journal d'annonces légales "Les Petites Affiches".

Toutes les informations légales ont ainsi été publiées.

Le quorum requis est d'ores et déjà atteint aussi bien pour la partie ordinaire que pour la partie extraordinaire de l'Assemblée. Le quorum provisoire est de 69,84 %. Nous vous communiquerons le quorum définitif en cours de séance.

Je déclare à présent ouverte cette Assemblée générale et vous propose d'en constituer le bureau.

Les deux actionnaires disposant du plus grand nombre de voix sont Bpifrance Participations et l'Etat. Toutefois, Bpifrance Participations, attentif à la pluralité de représentation au sein de notre assemblée générale, a accepté que le fonds d'actionnariat salarié « Orange Actions » du Plan d'Epargne Groupe Orange, le troisième actionnaire d'Orange après l'Etat et lui-même, remplisse la fonction de scrutateur à sa place. J'appelle donc en qualité de scrutateurs l'Agence des participations de l'Etat, représentée par Chouane Badirou Gafari et le fonds Orange Actions, représenté par Marc Maouche.

Je leur propose de désigner, s'ils en sont d'accord, Nicolas Guérin, le Secrétaire Général du Groupe, en qualité de secrétaire de séance.

A mes côtés sur scène, Fabienne Dulac, Directrice générale adjointe en charge d'Orange France, Ramon Fernandez, Directeur général délégué en charge de la finance, de la performance et de l'Europe, Gervais Pellissier, Directeur général délégué en charge de la transformation et président d'Orange Business Services ainsi que Nicolas Guérin le Secrétaire Général et secrétaire du Conseil d'administration du Groupe.

Les autres membres du Comité Exécutif sont également présents aujourd'hui et pourront répondre à vos questions tout à l'heure.

Je profite de cette occasion pour saluer le travail accompli par l'ensemble des administrateurs également présents ainsi que celui des différents comités du Conseil qui sont garants de la mise en œuvre des règles de gouvernance auxquelles nous sommes particulièrement attachés.

Notre Conseil d'administration s'est réuni huit fois en 2017 avec une assiduité moyenne de 92 % et une durée habituelle de séance d'environ quatre heures. Cela est sans compter les dix-sept réunions de ses trois comités préparatoires.

Les commissaires aux comptes d'Orange sont aussi présents : il s'agit des cabinets Ernst & Young Audit et KPMG.

Enfin, je remercie notre Comité Consultatif des Actionnaires pour son implication et son apport à l'amélioration permanente de notre relation avec les actionnaires.

Revenons maintenant à des informations plus juridiques.

L'ensemble des documents usuels est à la disposition de l'Assemblée. Les documents légaux ont été adressés à tous les actionnaires qui en ont fait la demande. La brochure de convocation comportant un rapide exposé de la situation du Groupe en 2017, ainsi que les textes des résolutions ont été envoyés à tous les actionnaires inscrits au nominatif et par conséquent connus d'Orange, sous forme digitale ou par courrier. Toute la documentation est par ailleurs consultable auprès de la Direction juridique et accessible en ligne sur notre site orange.com/ag2018.

L'ordre du jour figure dans les documents remis en séance. La présente assemblée est appelée à entendre à titre ordinaire et extraordinaire :

- le rapport de gestion du Conseil d'administration portant notamment sur les résolutions soumises au vote de l'assemblée générale ;
- les rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2017 ;
- le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce ; et enfin,
- les rapports des Commissaires aux Comptes.

L'Assemblée est également appelée à délibérer sur vingt projets de résolution établis par votre Conseil d'administration ainsi que sur un projet de résolution qu'il a agréé lors de sa séance du 28 mars 2018, la 20ème résolution. Quatre projets de résolution sont présentés par le Fonds Commun de Placement d'Entreprise « Orange Actions ». Ils n'ont pas été agréés par votre Conseil d'administration.

Si vous en êtes d'accord, je ne vais pas procéder à la lecture des différents rapports déjà à votre disposition dans le document de référence 2017 qui vous a été remis ou qui est disponible sur simple demande auprès du service des relations avec les actionnaires.

Je vous rappelle que nous avons mis en place un vote par internet préalablement à la réunion de ce jour et j'en profite pour saluer les nombreux actionnaires qui nous suivent sur internet.

Pour débiter cette réunion et avant, entre autres, que Ramon Fernandez ne vous présente plus en détail les résultats financiers d'Orange, je souhaiterais vous faire un point sur le secteur télécoms et sur l'évolution de notre Groupe au sein de ce secteur.

Le secteur en 2017

2017 aura été une année importante, positive pour le Groupe car elle confirme la pertinence de notre stratégie avec, pour la deuxième année consécutive, une croissance de notre chiffre d'affaires et de l'Ebitda ajusté et un cash-flow opérationnel telecom de retour à la croissance. Cette stratégie, vous le savez, vise à nous différencier par la qualité de l'expérience client. Elle repose en particulier sur :

- des investissements ciblés permettant de maintenir la supériorité de nos réseaux ;
- des services enrichis ; et,
- un service client différenciant.

Nos avancées dans ces trois domaines nous ont permis de renouer avec une bonne dynamique commerciale, en particulier en France. Cette dynamique, combinée à notre programme d'efficacité opérationnelle, « Explore 2020 », nous a permis de renforcer nos marges et de nous inscrire dans une démarche de création de valeur durable.

Je vous propose de visionner un film rapide retraçant le chemin parcouru depuis 2010.

Le film Orange 2008-2018 est diffusé.

Les réseaux

Les réseaux, d'abord, sont plus que jamais au cœur de notre projet. Nous avons clairement opté pour une stratégie très haut débit volontariste qui ouvre la voie en France et en Europe.

Sur le fixe, nous avons fait le pari gagnant de la fibre qui est devenue grâce à Orange un standard technologique en France. Nous déployons cette stratégie adaptée localement partout en Europe. Aujourd'hui, fort de 3,4 milliards d'euros investis pour l'ensemble du Groupe dans la fibre sur la période 2015-2017, Orange est le leader européen de la fibre avec près de 28 millions de foyers raccordables à fin mars 2018 au niveau du Groupe.

En France, nous avons désormais 9,6 millions de foyers raccordables à la fibre optique. C'est une progression de 31 % sur un an.

En Espagne, nous avons 12,2 millions de foyers raccordables (en progrès de 22 %) grâce au rachat de Jazztel et à nos efforts d'investissement mais également grâce à une réglementation facilitant, dans ce pays, le développement de la fibre.

En Pologne, nous sommes aussi pionnier sur la fibre avec un ambitieux programme d'investissement FTTH et déjà 2,7 millions de foyers raccordables (c'est une progression de 60 % sur l'année écoulée).

Le mobile

Nous avons aussi largement investi dans le mobile en Europe comme en Afrique.

En France, sur le mobile, nous sommes leader sur la couverture notamment en très haut débit avec une couverture de 97 % de la population en 4G et nous avons été classés premier réseau mobile par l'Arcep pour la septième année consécutive.

En Europe, d'après le dernier benchmark réalisé par la GSMA à fin juin 2017, nous étions l'opérateur avec la plus large base de clients 4G dans chacun de nos pays d'Europe. Nous couvrons presque 100 % de la population en Belgique et en Pologne et 96 % en Espagne.

En Afrique et au Moyen-Orient, nous offrons la 4G dans onze pays hors entités mises en équivalence, avec les lancements récents au Mali et en Egypte.

Et nous allons encore accélérer le déploiement du très haut débit fixe et mobile car c'est un enjeu clé pour la croissance de notre entreprise. C'est ce leadership sur les réseaux fixes et mobiles qui nous a permis de devenir le premier opérateur convergent en Europe et qui nous permettra de maintenir dans l'avenir cette position. Orange a été précurseur dans cette stratégie de convergence qui est désormais largement adoptée sur le marché européen. Nous offrons aujourd'hui des offres convergentes dans l'ensemble de nos implantations en Europe avec nos offres Open en France et Love ailleurs en Europe, avec plus de 10,5 millions de contrats grand public à fin mars 2018. C'est une croissance de 11,1 % sur un an.

Nous allons maintenir ce leadership sur les réseaux fixes et mobiles dans l'avenir en continuant d'investir pour maintenir notre avance technologique et renforcer notre différenciation :

- par la généralisation du très haut débit fixe ;
- par la généralisation du très haut débit mobile avec l'extension de la couverture 4G en France, en Europe et en Afrique ;
- par notre avance sur la 5G ;
- par la softwarisation des fonctions réseaux qui nous permettra de les rendre flexibles et disponibles à la demande et d'intégrer rapidement de nouveaux services à valeur ;
- par le développement de plates-formes sécurisées, d'hébergement et de traitement des données.

En nous appuyant sur la qualité de nos réseaux, nous allons ainsi pouvoir accélérer le déploiement de notre stratégie centrée autour du foyer. Ainsi, à partir de notre offre de connectivité et en capitalisant sur notre connaissance client et sur la puissance de notre marque, nous allons bâtir un écosystème de services nous permettant :

- de sécuriser notre base client à l'heure où les GAFAM tentent de pénétrer le foyer avec leurs assistants personnels ;
- d'entrer sur de nouveaux marchés à forte croissance.

Afin de renforcer la richesse de nos offres, nous avons déjà fait le pari de la diversification vers des secteurs d'avenir comme les contenus, les services financiers ou l'accompagnement de la transformation des entreprises.

Diversification vers les secteurs d'avenir

Nous avons d'abord enrichi nos offres à travers les contenus. Orange a été précurseur avec la création d'Orange Studio et le lancement de la chaîne OCS dès 2007 avec un véritable engagement en faveur de la création cinématographique française dans toute sa diversité. Orange a été aussi le premier opérateur à distribuer le service Netflix sur ses box dès 2014. OCS compte aujourd'hui 2,8 millions de clients en France et Orange est un leader incontesté de la vidéo à la demande.

Afin de renforcer encore nos positions, nous avons annoncé en juillet 2017 la création d'une entité dédiée, Orange Content, ainsi qu'un investissement supplémentaire de 100 millions d'euros sur cinq ans dans les séries.

En 2017, nous avons également signé des partenariats d'envergure avec Canal+ en France et en Afrique et bien sûr avec HBO (Home Box Office) que nous avons annoncé en mars dernier.

Et il y a quelques semaines, nous avons trouvé un accord équilibré avec TF1 permettant à nos clients de continuer à bénéficier des services de la chaîne dans les meilleures conditions. C'est de cette manière qu'il faut réinventer les services additionnels dans un dialogue constructif entre opérateurs et chaînes de télévision plutôt que dans le cadre d'une guerre de communication un peu stérile.

Orange réaffirme ainsi son positionnement principalement orienté vers l'agrégation et la distribution de contenus car nous voulons faire en sorte que nos clients aient accès au meilleur des contenus disponibles, ces contenus qui constituent un puissant outil pour les fidéliser, pour nourrir nos offres et accompagner la croissance de notre chiffre d'affaires et de notre Ebitda.

Le second axe de diversification concerne les services financiers mobiles qui sont au cœur de notre ambition depuis le lancement de notre plan Essentiel2020. A l'heure où les innovations portées par les fintech rendent visible au plus grand nombre le renouvellement de ce secteur où les usages évoluent, où la concurrence s'intensifie, Orange s'appuie sur un positionnement en rupture travaillé avec succès depuis 2008 dans les pays où nous sommes présents.

Orange Money, lancé il y a bientôt dix ans, atteint désormais près de 37 millions de clients dans 17 pays. C'est un immense succès, plus de douze millions de ces clients utilisent leur compte chaque mois pour l'ensemble des actes clés de leur vie quotidienne : transfert d'argent, paiement de factures et de taxes, paiement de frais de scolarité, perception de salaire, achats en ligne.

Cette activité a généré 240 millions d'euros en 2017, soit une croissance de plus de 60 % en un an. Nous poursuivons le développement de ces services en renforçant la conformité, en améliorant la rentabilité et en travaillant sur l'innovation à moyen et long terme.

En Europe, avec Orange Cash lancé en 2015, nous sommes les premiers au monde à avoir offert à nos clients un parcours 100 % digital avec Apple Pay d'abord en France puis en Espagne.

Orange était donc particulièrement bien placé pour concevoir une offre bancaire différenciante qui réunisse le meilleur des deux mondes bancaire et télécom. Telle est l'ambition d'Orange Bank, première banque 100 % mobile lancée en novembre dernier et qui a déjà dépassé 100 000 clients en quelques mois. Nous avons enrichi notre offre avec le prêt personnel il y a quelques semaines et ce n'est qu'un début. Demain, nous allons proposer toujours plus de services en France et dans d'autres pays européens en commençant par l'Espagne.

Les activités d'Orange Business Services quant à elle, ont su évoluer pour s'adapter à la demande de plus en plus importante de services intégrés d'IT et de connectivité. Nous avons entamé une véritable transformation de cette entité dédiée aux entreprises pour répondre aux évolutions des besoins de nos clients. Nous avons ainsi développé le cloud et les objets connectés. Le lancement d'un nouveau cloud public en juin 2017 ou notre accord avec Microsoft pour fournir des solutions complètes d'envergure aux entreprises dans le domaine de l'internet des objets en sont de bons exemples. Nous réalisons aujourd'hui plus de deux milliards de chiffre d'affaires sur les services d'IT et d'intégration. Des acquisitions ciblées nous permettent de renforcer nos compétences dans des domaines clés tels que l'IoT, le workspace, la cyberdéfense, les réseaux ou le cloud.

Ainsi, nous gérons aujourd'hui le cycle complet des données de nos clients, ce qui inclut la collecte, le transport, le stockage, l'analyse et la gestion de la sécurité de ces données, un enjeu de plus en plus critique dans un monde de plus en plus digital.

C'est d'ailleurs pour cette raison que nous avons créé Orange Cyberdéfense dès 2014 qui compte aujourd'hui 1200 collaborateurs experts des métiers de la sécurité, 6 centres de sécurité dans le monde surveillant et réagissant aux événements 24h/24 et 365 jours par an, des data centers spécialisés dans le nettoyage d'un trafic détecté, bloqué et dérouté en cas d'attaque. Orange Cyberdéfense est devenu en deux ans le leader français et nous avons pour objectif de devenir le leader européen de ce métier.

Au total, fort de ses 21000 collaborateurs, Orange Business Services a tous les atouts aujourd'hui pour devenir le partenaire de la transformation digitale des entreprises de bout en bout.

Vous le savez, l'excellence de la relation client est au cœur de notre plan Essentiel2020. Orange est leader de façon stable en recommandation client dans les principaux marchés de chacune de ses zones géographiques : en France, en Espagne, en Egypte. C'est un signal fort dans un contexte concurrentiel très dur qui vient saluer un positionnement privilégiant la qualité avant tout.

Nous sommes également n° 1 sur des marchés où nous sommes arrivés plus récemment et où nous avons mis en place notre modèle : en République Démocratique du Congo, en Tunisie, en Guinée ou au Burkina Faso.

Mais au-delà de ces indicateurs, nous faisons rapidement évoluer nos modes d'interaction avec nos clients, répondant ainsi à leurs attentes avec le développement de nos deux canaux, physique avec les boutiques et digital via les applications chat et réseaux sociaux. Nous disposons aujourd'hui d'un réseau de 412 Smart Stores modernisés et digitalisés qui réinventent le parcours d'achat de nos clients et permettent

d'intégrer plus facilement nos nouveaux segments de croissance comme Orange Bank ou Orange Money. Les interactions digitales avec nos clients s'imposent aussi progressivement avec désormais 46 % des interactions via un canal digital à l'échelle du Groupe.

En termes d'automatisation, nous travaillons d'ores et déjà sur plusieurs chatbots dont certains sont opérationnels chez Orange Bank et nous menons un certain nombre d'expérimentations avec nos partenaires de l'internet par exemple avec Facebook Messenger.

Nous préparons également des applications d'intelligence artificielle pour nos processus internes et nos back-office et pour améliorer la rapidité et la qualité des réponses données au client. Par ces moyens propres de recherche et d'innovation et par ces investissements dans les start-up, Orange compte jouer un rôle de premier plan dans le domaine de l'intelligence artificielle.

La performance financière

Comme je l'évoquais tout à l'heure, nous avons réalisé de solides performances financières en 2017 malgré un contexte qui reste fortement concurrentiel.

En France, depuis plus d'un an maintenant, les opérateurs ont fortement accéléré leurs efforts dans le déploiement du très haut débit fixe et mobile. Ces investissements soutenus ont permis un retour à une légère progression du marché en valeur. Mais pour autant, l'environnement concurrentiel est resté extrêmement agressif avec de très nombreuses campagnes promotionnelles. Dans cet environnement nous sommes restés fidèles à notre stratégie :

- recruter de nouveaux clients avec un recours limité aux promotions afin de préserver la valeur ;
- tirer parti de notre position de leader sur la convergence et le FTTH.

Et cela a porté ses fruits. Nous avons passé le cap des 2 millions de clients fibre à fin 2017 avec un dernier trimestre record en termes d'acquisition de nouveaux clients. Sur le mobile, nous avons réalisé l'année dernière 71 7000 ventes nettes de contrat. C'est notre meilleure année depuis 2008.

Plus généralement et sur l'ensemble de nos segments, 2017 a été une année exceptionnelle en terme d'acquisition de nouveaux clients portée par le très haut débit. Ces bonnes performances commerciales se sont traduites par de solides résultats financiers.

Orange a affiché une deuxième année consécutive de croissance de ses revenus (1,2 %) et de son Ebitda ajusté (2,2 %) en nette accélération puisque le taux de croissance de ces deux indicateurs a presque doublé par rapport à 2016. Par ailleurs, le Groupe a enregistré une croissance de son cash-flow opérationnel pour la première fois depuis 2009, porté par l'Espagne, la France, l'Afrique et le Moyen Orient. Ramon y reviendra plus en détail.

Ces bons résultats se sont retrouvés dans le cours de bourse. Depuis le lancement d'Essentiel2020, notre action offre des rendements supérieurs au STOXX TEL et au CAC 40. 2017 a confirmé cette tendance avec un rendement dividendes réinvestis qui reste sensiblement meilleur que celui de l'ensemble du secteur télécoms.

En ce qui concerne le dividende, nous nous sommes engagés à verser 65 centimes d'euro par action au titre de l'année 2017, un acompte de 25 centimes d'euro ayant déjà été versé en décembre dernier. La performance réalisée nous permet de soumettre aujourd'hui à votre vote une résolution pour le paiement du solde de 40 centimes d'euro. Si cette résolution est acceptée, il vous sera versé le 7 juin prochain.

S'agissant du dividende au titre de l'exercice 2018, nous proposerons à l'assemblée générale annuelle de l'année prochaine (2019) un dividende de 70 centimes d'euro, en croissance de 5 centimes par rapport à 2017. Cette nouvelle augmentation du dividende reflète la poursuite de l'amélioration de la rentabilité du Groupe et exprime aussi la confiance que le Groupe porte dans son avenir.

L'innovation

Pour maintenir cette excellente dynamique, nous devons encore faire évoluer Orange. Le monde numérique, qui est aujourd'hui en perpétuelle évolution, sera en 2025 l'environnement normal des entreprises, des individus, des sociétés et des Etats. Nous sommes seulement à l'aube du développement des services

numériques qui vont simplifier plus encore nos vies. Les initiatives innovantes se multiplient et porteront la croissance de demain sur de nombreux marchés adjacents aux télécoms. Dans un monde où les données seront plus que jamais la matière première de l'économie, les avancées technologiques ne se feront pas sans risques de sécurité ou de dérive dans leurs utilisations.

Je suis convaincu que le déploiement des infrastructures très haut débit, socle d'une économie digitale foisonnante, est le ciment de la croissance future des Etats au service du progrès pour nos concitoyens.

Pour réussir dans cette nouvelle ère de la data, Orange devra se transformer en profondeur et renouveler à grande échelle ses compétences et ses modes de fonctionnement. C'est pourquoi en 2025 nous devons être bien plus qu'un opérateur. Il nous faut consolider notre position de leader qui se différencie de la concurrence par son expertise et sa capacité d'innovation. Nous allons développer une offre de services plurielle et offrir à nos clients de réelles solutions pour accéder au monde numérique en toute confiance afin d'entrer sur des marchés à forte croissance. Cette stratégie vise à capitaliser à partir de nos réseaux sur les trois actifs principaux que sont nos bases clients, notre marque et notre réseau de distribution.

Nous allons accélérer le développement de nouveaux services en suivant deux axes : l'adhérence à notre métier d'opérateur pour rentabiliser nos actifs d'abord, mais aussi le potentiel de croissance. Par notre présence dans le foyer et notre implantation locale, nous avons toute la légitimité pour pénétrer de nouveaux marchés tels que le Smart Home ou la téléassistance. Nous souhaitons véritablement offrir un écosystème de services dont l'accès sera facile via des interfaces intelligentes et réellement différenciant.

Pour atteindre cette ambition, nous pouvons nous appuyer sur notre capacité d'innovation qui s'est illustrée à plusieurs reprises au cours des dernières années. Sur le plan technologique, nous avons été les premiers à réaliser les tests 5G en France en janvier dernier. Dans notre relation avec les start-up, nous avons adopté une logique d'Open innovation et à date nous avons apporté près de 300 millions d'euros pour financer l'écosystème numérique français et européen.

Nous sommes aujourd'hui la première entreprise européenne dans le classement BCG (Boston Consulting Group) des entreprises les plus innovantes dans le monde, à la 19ème place devant Siemens et Huawei, seul opérateur télécom français du classement alors que nous n'en faisons pas partie en 2010. Et demain, nous allons déployer des innovations majeures telles que notre assistant virtuel « Djingo » ou encore une nouvelle interface multi-écran visant à proposer une expérience totalement fluide et intuitive.

Grâce à notre avance technologique et à la puissance de nos réseaux, nous serons en mesure demain de proposer des services de qualité supérieure et mieux personnalisés.

L'innovation dans le Groupe

En interne, Orange devra aussi se transformer en profondeur, car réussir dans cette nouvelle ère de la donnée nécessitera une transformation reposant sur le développement de nos compétences, dont certaines sont nouvelles et rares, le changement de nos modes de fonctionnement au bénéfice de l'innovation avec la sensibilisation de tous aux enjeux de cybersécurité. Il nous faudra attirer les talents et accompagner les salariés dans leur parcours professionnel. La création d'Orange Academy est une première étape de cette évolution. Nous allons également encourager et généraliser la culture et le mode de fonctionnement agile et encourager la prise d'initiative chez nos salariés via des espaces de travail collaboratifs, créatifs, propices à la concentration, une organisation du travail en mode projet, en communauté, une orientation client et une posture managériale intégrant la culture du feedback.

Notre nouveau siège Bridge sera emblématique de cette transformation et reflétera notre ambition qui est celle d'être une entreprise innovante au service de l'humain.

C'est pour déployer cette stratégie que j'ai souhaité mettre en place une nouvelle équipe dirigeante pour le Groupe.

Trois évolutions s'imposent à nous. Premièrement, passer d'un fournisseur de connectivité pure à un opérateur multiservice implique de penser les services au plus près de nos clients et donc de renforcer notre ancrage opérationnel. Deuxièmement, nous devons renforcer nos expertises dans certains domaines clés comme par exemple la cybersécurité ou les services financiers afin de faciliter notre développement sur ces

adjacences. Troisièmement, nous devons continuer à nous transformer pour être plus agile. J'ai donc souhaité mettre en cohérence notre organisation avec ce projet d'entreprise.

Concrètement, nos deux Directeurs généraux délégués voient leurs attributions évoluer. Au-delà de ses fonctions actuelles de directeur financier, Ramon Fernandez est également chargé de l'amélioration de la performance opérationnelle du Groupe et il supervisera une nouvelle division constituée des pays d'Europe hors France et hors Espagne.

Gervais Pellissier prend, quant à lui, la mission essentielle d'animer et de coordonner la transformation du Groupe. Il veillera ainsi à la simplification de nos processus et au renforcement de notre agilité collective. Gervais préside également Orange Business Services en accompagnement du nouveau CEO.

L'équipe dirigeante est par ailleurs renforcée dans sa dimension opérationnelle par l'arrivée de deux nouvelles divisions représentées au Comité Exécutif. Premièrement l'Espagne, désormais solide second pays Orange dont le CEO, Laurent Paillassot, rejoint le Comité Exécutif en tant que Directeur général adjoint.

Ensuite, afin de mieux valoriser nos atouts business dans le Wholesale, troisième pilier stratégique du Groupe avec le B2C et le B2B, nous avons également constitué une entité qui regroupe l'ensemble de ces activités en France et à l'international dirigée par Jérôme Barré.

Pour renforcer notre expertise dans certains domaines clés, deux nouvelles entités sont constituées. Tout d'abord, considérant la place grandissante des services financiers pour Orange, une direction à part entière, regroupant les activités d'Orange Money et Orange Bank est créée. Elle sera dirigée par un professionnel du secteur bancaire, Paul de Leusse, qui est parallèlement nommé Directeur général adjoint. De même, les équipes de cybersécurité du Groupe sont regroupées au sein d'une entité unique représentée au Comité Exécutif par Hugues Foulon. Hugues prendra également en charge la stratégie du Groupe.

Cette nouvelle organisation vise également à renforcer la dimension internationale du Comité Exécutif. Ainsi, Alioune N'Diaye, qui était précédemment le Directeur général de la Sonatel, est nommé CEO d'Orange Middle East and Africa, une entité dont Bruno Metting assurera désormais la présidence non exécutive. Alioune a pour mission de poursuivre la croissance du Groupe sur ce continent clé pour notre avenir et aussi accompagner et accélérer son développement vers les nouveaux services digitalisés.

Helmut Reisinger, qui était jusqu'ici en charge du développement d'Orange Business Services à l'international, est nommé CEO d'Orange Business Services, division clé dans le cadre de notre projet stratégique. Helmut en poursuivra la transformation comme partenaire de confiance des entreprises dans leur digitalisation.

Nicolas Guérin, jusqu'ici Directeur juridique du Groupe, rejoint le Comité Exécutif en tant que Secrétaire Général et secrétaire du Conseil d'administration. Nicolas a d'ores et déjà pris ses fonctions au 1^{er} mai. Il a la responsabilité des directions juridique, réglementation, affaires publiques, assurances, immobilier et compliance.

Je suis par ailleurs heureux qu'une nouvelle figure féminine rejoigne l'équipe de direction de notre Groupe en la personne de Valérie le Boulanger qui était jusqu'ici directrice des relations sociales et qui a désormais en charge l'ensemble des ressources humaines pour le Groupe. Valérie veillera à ce qu'Orange relève avec succès le défi du renouvellement des compétences et des générations tout en maintenant un dialogue social de qualité auquel je suis particulièrement attaché, vous le savez.

Ce sont ainsi en tout sept nouveaux Directeurs exécutifs qui vont rejoindre l'équipe dirigeante soit la moitié du Comité Exécutif. Quatre autres membres actuels du Comité Exécutif voient par ailleurs leur rôle confirmé ou étendu. Il s'agit tout d'abord de Fabienne Dulac et Mari-Noëlle Jégo-Laveissière qui sont toutes deux nommées Directrices générales adjointes du Groupe. Fabienne conserve ses fonctions actuelles à la tête d'Orange France. Elle consolidera le leadership d'Orange France dans le très haut débit fixe et mobile et accompagnera l'évolution de cette division vers les services digitaux de demain.

Mari-Noëlle conserve pour sa part la charge de nos activités d'innovation au sein d'une nouvelle entité baptisée « Technology & Global innovation ». Elle se focalisera sur les innovations stratégiques pour l'ensemble du Groupe, comme par exemple Djingo, la recherche ainsi que nos grandes politiques techniques.

A noter enfin l'élargissement du périmètre de Béatrice Mandine qui est désormais en charge d'une équipe intégrée de communication comprenant à la fois la communication interne et la communication externe.

Christiane Albanel conserve, pour sa part, la responsabilité des activités de RSE, la diversité, les partenariats, la solidarité ainsi que la présidence déléguée de la Fondation Orange, tous ces éléments qui sont essentiels à la valeur et à la culture du Groupe.

Le Comité Exécutif de notre Groupe comprendra ainsi deux Directeurs généraux délégués : Ramon et Gervais et quatre Directeurs généraux adjoints : Laurent, Fabienne, Mari-Noëlle et Paul.

Je tiens ici à remercier les membres du Comité Exécutif qui ont contribué à placer Orange dans la position de force dans laquelle, je crois, le Groupe se trouve aujourd'hui avec une pensée particulière pour quatre d'entre eux qui ont quitté ou seront amenés prochainement à quitter leurs fonctions opérationnelles au sein du Groupe ou à évoluer vers d'autres fonctions. Je veux parler ici de Pierre Louette, de Thierry Bonhomme, de Bruno Mettling et de Marc Rennard.

J'ai pleine confiance en cette nouvelle équipe pour faire d'Orange un acteur majeur du monde digital qui se construit jour après jour.

Vous-mêmes, chers actionnaires d'Orange, vous êtes un soutien clé pour mener à bien cette transformation. Vous m'accordez votre confiance depuis huit ans déjà et, comme vous le savez, je sollicite aujourd'hui un nouveau mandat pour conduire, continuer à conduire cette magnifique entreprise dans le monde numérique de demain.

Notre ambition est claire. Elle est de consolider notre position de leader et de renforcer notre différenciation par la qualité de nos réseaux et la richesse de nos offres multiservices. Nos clients particuliers et entreprises auront besoin d'un partenaire de confiance pour saisir les opportunités offertes par ce monde ultra-connecté et enrichi par les données. Ils valoriseront la qualité et la simplicité des usages, la sécurité, la protection des données et l'expertise d'Orange. Dès lors, la question ne sera plus celle des prix bas et des promotions. Elle sera celle du développement de la valeur par client dans la durée. Dans des marchés télécom sous forte pression et qui vont le rester, Orange connaîtra d'ici 2025 une période de croissance profitable à la fois sur son business cœur et sur les services adjacents.

Je vous remercie et je laisse désormais la parole à Ramon Fernandez qui va revenir plus en détail sur les résultats de l'année 2017 et du premier trimestre 2018.

Résultats du Groupe en 2017

Ramon FERNANDEZ

Directeur général délégué, Directeur général Finance, Performance et Europe

Mesdames, Messieurs, Chers actionnaires,

J'ai le plaisir de vous détailler maintenant les résultats de votre Groupe pour l'année 2017, puis je vous parlerai de la performance du premier trimestre avant de conclure sur les perspectives de l'année 2018, perspectives que nous avons confirmées à l'occasion de la présentation de nos derniers résultats.

L'année 2017 a, comme Stéphane l'a dit, confirmé la pertinence de notre stratégie et a été marquée par une performance commerciale remarquable. Ceci nous a permis d'être, pour la deuxième année consécutive, en croissance du chiffre d'affaires et de l'Ebitda avec une nette accélération puisque le taux de croissance de ces deux indicateurs a presque doublé par rapport à 2016. Par ailleurs, le Groupe a enregistré une croissance du cash-flow opérationnel (c'est-à-dire l'Ebitda ajusté moins les investissements) pour la première fois depuis 2009 porté par l'Espagne, la France, l'Afrique et le Moyen-Orient. Les indicateurs clés de notre performance financière sont donc tous repassés au vert.

En ce qui concerne les résultats 2017, je vais directement vous parler de nos résultats financiers et je reviendrai ensuite sur la performance commerciale dans le cadre des résultats du premier trimestre 2018.

En 2017, le chiffre d'affaires du Groupe a progressé de 1,2 %, c'est une hausse de 503 millions d'euros. Comme vous pouvez le voir sur ce graphique, la croissance du chiffre d'affaires est en accélération et l'année 2017 a été une année de croissance pour presque tous nos segments. La France est revenue à la croissance de

son chiffre d'affaires pour la première fois depuis 2009 et progresse de 1,7 %. Elle représente 44 % de notre chiffre d'affaires télécom total. La performance de l'Europe est remarquable et particulièrement l'Espagne qui a enregistré une année record en termes de croissance du chiffre d'affaires (+7 %) mais aussi d'Ebitda (+17 %). La croissance du chiffre d'affaires en Afrique est revenue à un niveau solide à +3 %. Et l'activité entreprise résiste grâce au mobile et au développement de l'offre de services en technologie de l'information.

Au total, cette dynamique du chiffre d'affaires a contribué à amplifier la croissance de l'Ebitda comme l'illustre la diapositive suivante.

En 2017, l'Ebitda ajusté a augmenté de 2,2%. C'est une hausse supérieure à 281 millions d'euros grâce également à nos efforts sur les coûts.

Nous avons réussi à limiter l'impact du retour à la croissance du chiffre d'affaires sur les coûts commerciaux, de contenu et d'interconnexion grâce à notre programme d'efficacité opérationnelle Explore2020 et nous avons poursuivi nos efforts sur les autres coûts tels que la publicité et les charges de personnel.

L'année 2017 représente la meilleure contribution en économie de coûts sur l'ensemble du plan Explore2020. Nous avons atteint un bon équilibre entre croissance et rentabilité.

Pour soutenir cette performance et atteindre notre objectif d'offrir la meilleure qualité de réseau et de services, nous avons continué à préparer notre croissance future à travers nos investissements, des achats de fréquences, un accès sélectif à des contenus et un effort soutenu d'innovation.

Les investissements ont augmenté de 3,4 % pour atteindre 7,2 milliards d'euros, soit plus de 17 % de notre chiffre d'affaires dont un peu moins de la moitié sont investis en France, soit 3,4 milliards.

L'augmentation des Capex a été principalement allouée au déploiement du très haut débit fixe et mobile. Au total, nous avons atteint 26,6 millions de foyers raccordables à la fibre dans les cinq pays où nous sommes actifs avec cette technologie : la France, l'Espagne, la Pologne, la Slovaquie et la Roumanie.

Dans le même temps, le déploiement du réseau 4G s'est poursuivi avec trois nouveaux pays portant le total à 21 pays couverts fin 2017.

Pour la septième année consécutive, Orange France a été reconnu par le régulateur l'Arcep comme offrant le meilleur réseau et nous avons également acheté de nouvelles fréquences en Jordanie et au Mali.

Venons-en au résultat net de l'année passée qui s'élève à 2,1 milliards, une performance qui nous a permis de multiplier par 2 le résultat net des activités poursuivies. Cette performance résulte de la hausse de l'Ebitda mais aussi d'une amélioration du résultat financier grâce à un coût de la dette en baisse ainsi que de moindres dépréciations d'actifs.

Ces effets positifs ont été, pour partie, compensés par une augmentation de l'impôt sur les sociétés et des dépréciations et amortissements qui s'expliquent par des investissements plus importants en 2017.

En 2017, nous avons légèrement réduit notre dette nette à un total de 23,8 milliards, notamment grâce à la cession d'un tiers de notre participation dans British Telecom pour 433 millions d'euros. Conjuguée à notre discipline en matière d'allocation de ressources, la croissance de l'Ebitda ajusté contribue à l'amélioration du ratio de dette nette sur Ebitda ajusté à 1,85, en ligne avec notre objectif de moyen terme.

Notre structure bilancielle solide permet donc de concilier nos efforts d'investissement et la rémunération des actionnaires avec l'augmentation du dividende de 5 centimes d'euro au titre de l'exercice 2017, hausse qui vous est proposée aujourd'hui.

Enfin, notre position de liquidité est solide avec plus de 14 milliards d'euros fin décembre dont 8 milliards d'euros de trésorerie nette.

Passons maintenant à notre performance du premier trimestre 2018.

Les offres qui rencontrent aujourd'hui le plus de succès en Europe sont les offres convergentes qui associent un abonnement internet et télévision à la maison avec un ou plusieurs abonnements mobiles. Ces offres, baptisées Open en France ou Love dans nos autres pays européens, séduisent les consommateurs en

proposant un prix compétitif pour l'ensemble des services pris ensemble, une offre simple, une seule facture et un service client unique.

Notre stratégie est donc fondée sur cette convergence autour du foyer sur la meilleure connectivité du marché, sur une très grande attention portée à l'expérience client et sur le développement des services enrichis comme la banque ou les contenus, stratégie qui s'avère aujourd'hui de plus en plus pertinente et structurera en profondeur nos marchés.

Au-delà de la croissance du nombre de contrats convergents, le montant moyen que nous facturons par contrat augmente lui aussi en lien avec des offres plus généreuses, ce qui nous permet d'afficher un chiffre d'affaires des services convergents en croissance plus rapide que le chiffre d'affaires total sur le marché grand public.

La croissance soutenue des offres convergentes se poursuit avec 10,5 millions de clients au 31 mars 2018. C'est une hausse supérieure à 10 % sur un an et un chiffre d'affaires qui s'élève désormais à 1,7 milliards, c'est une hausse supérieure à 14 % par rapport au premier trimestre 2017.

Au premier trimestre 2018, le chiffre d'affaires des services convergents sur le marché grand public a ainsi augmenté de près de 15 % en France, 7 % en Espagne et même près de 43 % en Pologne.

Ceci contribue à la bonne performance enregistrée en début d'année, tous les indicateurs sont au vert : le chiffre d'affaires, l'Ebitda et le cash-flow opérationnel. Après deux années de croissance, le chiffre d'affaires du Groupe poursuit sur cette tendance favorable à +2 % sur un an. C'est une hausse de presque 200 millions d'euros, soit le double de la croissance du chiffre d'affaires du premier trimestre 2017 qui était de 85 millions.

Malgré les fortes promotions des concurrents, le chiffre d'affaires de la France est en hausse pour le quatrième trimestre consécutif avec, au premier trimestre 2018, une progression de 2,1 %. L'Espagne poursuit sur sa très bonne tendance avec une croissance soutenue à 4,3 %. Le secteur Afrique et Moyen-Orient confirme le rebond enregistré au quatrième trimestre 2017 avec une croissance rapide de 6,2 %.

Concernant l'Ebitda des activités de télécommunications, nous avons enregistré une progression de 4,4 % au premier trimestre confirmant l'amélioration de tendance des trimestres précédents. Nous sommes à nouveau parvenus à limiter l'impact de la croissance du chiffre d'affaires sur les coûts de contenu et les coûts commerciaux grâce à nos programmes d'efficacité, ce qui a permis une amélioration de la marge sur Ebitda de +0,6 point.

Regardons maintenant de plus près nos investissements. Nous avons poursuivi nos efforts pour maintenir notre avantage concurrentiel dans la connectivité avec un montant qui atteint 1,5 milliards au premier trimestre, c'est une hausse de 3,7 %. Cela reflète la poursuite des efforts du Groupe sur la 4G et les services fixes à très haut débit, la fibre, qui totalise 27,7 millions de foyers raccordables au 31 mars dont 12,2 millions en Espagne, 9,6 millions en France, 2,7 millions en Pologne et 2,4 millions en Roumanie.

Le Groupe a renforcé sa position de leader sur le mobile, en particulier dans la couverture 4G. En France, nous couvrons désormais 97 % de la population, c'est une hausse de plus de 10 points sur un an. En France et en Espagne, les investissements se concentrent sur l'amélioration de l'expérience client avec l'amélioration de la couverture hors zones urbaines et l'amélioration des débits dans les principales agglomérations.

En France plus particulièrement, Orange et les trois autres grands opérateurs ont trouvé en tout début d'année un accord équilibré avec le gouvernement et le régulateur. Cet accord intègre l'accélération et l'extension de la couverture mobile dans les zones moins peuplées, la réattribution de fréquences jusqu'à 2031, une stabilité des redevances annuelles pour les fréquences et l'absence de nouvelles enchères financières pour les licences. Cet accord est favorable pour les clients comme pour le secteur et ne modifiera pas l'équilibre concurrentiel au sein du secteur.

Ces résultats solides nous permettent donc de confirmer tous les objectifs 2018 que nous avons annoncés à la fin de l'année dernière et réitérés en février dernier. Nous confirmons notre objectif 2018 d'atteindre une croissance de l'Ebitda supérieure à celle réalisée en 2017. Nos investissements seront en hausse pour atteindre un pic annuel de 7,4 milliards. La croissance du cash-flow opérationnel sera supérieure à celle de 2017 et

nous maintenons également notre objectif de conserver un ratio dette nette sur Ebitda autour de 2 à moyen terme.

Pour 2019 et 2020, nous prévoyons une croissance de l'Ebitda ajusté, une diminution des Capex et la croissance du cash-flow opérationnel.

Concernant le dividende au titre de l'exercice 2017, si celui-ci est confirmé aujourd'hui par votre vote à 65 centimes d'euro, Orange paiera le solde d'un montant de 40 centimes d'euro le 7 juin 2018. Nous prévoyons par ailleurs de verser un dividende intérimaire réévalué à 30 centimes d'euro en décembre 2018.

S'agissant de notre politique de gestion du portefeuille d'actif, nous conservons une approche sélective tournée vers le renforcement de nos zones existantes dans le cœur de métier télécom, le soutien de notre politique de diversification vers les nouveaux services et notre transformation interne.

Quelques mots pour terminer sur la rémunération des actionnaires que nous proposons d'augmenter à nouveau de 5 centimes d'euro pour l'exercice 2018 en étant ainsi dans la moyenne du secteur. Nous proposerons à l'assemblée générale annuelle 2019 un dividende de 70 centimes d'euro. Après la croissance de 5 centimes d'euros au titre de l'exercice 2017, cette nouvelle augmentation du dividende reflète la poursuite de l'amélioration de la rentabilité du Groupe. Elle exprime également la confiance que le Groupe porte dans la poursuite de cette dynamique. Ce niveau a été choisi pour associer les actionnaires d'Orange aux fruits de la croissance. Il préserve les équilibres financiers de votre Groupe, sa capacité à investir fortement et la solidité de son bilan tout en vous assurant un rendement plus attractif.

Je vous remercie de votre attention et je passe la parole à Nicolas Guérin.

Gouvernance et présentation des résolutions

Nicolas GUERIN

Secrétaire Général et Secrétaire du Conseil d'administration

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

J'ai le plaisir, en qualité de Secrétaire Général d'Orange et pour la première fois devant vous dans mes nouvelles fonctions, de vous rendre compte des travaux du Conseil d'administration à l'occasion de notre Assemblée générale.

Cela fait plus de vingt ans que je travaille au sein d'Orange où j'occupais précédemment les fonctions de Directeur juridique Groupe et secrétaire du Conseil d'administration. Cette expérience, en sus de m'avoir donné une bonne connaissance des enjeux auxquels le Groupe est confronté, m'a permis d'éprouver l'exigence des attentes des actionnaires et des autres parties prenantes, à laquelle seule une gouvernance de qualité peut répondre.

J'espère que les éléments que je vais vous présenter sauront vous conforter dans votre appréciation de la qualité de ce niveau de gouvernance auquel s'attache votre Groupe, son Conseil d'administration et sa direction générale.

Cette année, je me concentrerai sur les éléments les plus saillants car un descriptif détaillé des travaux du Conseil d'administration et de ses comités figure dans le document de référence 2017 ; il est téléchargeable sur notre site internet à l'adresse suivante : www.orange.com/ag2018.

Le chapitre 4 « Gouvernement d'entreprise » décrit en particulier de manière détaillée :

- la manière dont les décisions importantes sont prises par le Conseil d'administration ;
- les différents sujets examinés au cours de l'exercice 2017 ; et
- le rôle respectif des comités du Conseil ainsi que l'assiduité des administrateurs.

Votre Conseil est amené à se prononcer sur l'ensemble des décisions relatives aux grandes orientations stratégiques, économiques, sociales, financières ou technologiques. Il a également pour mission de contrôler la gestion, d'analyser la performance financière, sociale et sociétale et de s'assurer que les informations qui vous sont communiquées reflètent fidèlement la situation financière de l'entreprise.

L'implication des administrateurs dans la vie de votre Société est très grande. Le taux d'assiduité est très élevé (92 %) et le nombre de mandats qu'ils exercent par ailleurs est bien en deçà des quatre mandats dans d'autres sociétés cotées, y compris étrangères, visés par le code Afep-Medef. Cela témoigne à l'évidence de leur souhait d'exercer leur mandat dans les meilleures conditions possibles de temps et d'attention.

Je constate aussi à chaque Conseil le travail que requiert leur préparation tant par la richesse des débats que par la qualité des travaux des comités qui rappellent la complexité des enjeux. Je vous renvoie au document de référence pour une présentation détaillée du travail fourni par ces comités et vais plutôt revenir maintenant sur quelques travaux marquants du Conseil qui ont des impacts très concrets sur la bonne gouvernance de votre Société.

Le Conseil a établi des résolutions qui vous sont soumises aujourd'hui. En particulier, s'agissant de sa composition, la cinquième résolution concerne le renouvellement du mandat d'administrateur de Stéphane Richard et la sixième résolution la ratification de la cooptation de Christel Heydemann. Il vous est également demandé de voter pour le nouvel administrateur représentant les membres du personnel actionnaires, ce qui est l'objet des 7^{ème} à 9^{ème} résolutions.

C'est important pour Orange. Le mandat de Stéphane Richard arrive aujourd'hui à échéance et le Conseil d'administration d'Orange du 20 février 2018 a voté en faveur du renouvellement de son mandat comme administrateur d'Orange dans la perspective de sa reconduction en tant que président du Conseil d'administration.

Vous l'imaginez, les discussions sur le renouvellement d'un président donnent lieu à de nombreux travaux de comité qui, chez Orange, est le Comité de Gouvernance et de Responsabilité Sociale et Environnementale (CGRSE) et plus généralement du Conseil. Avec cette proposition, votre Conseil a fait le choix de la stabilité et pris acte du bilan plus que positif de Stéphane Richard depuis huit ans à la tête d'Orange où il a su, comme vous le savez, renouer avec une dynamique sociale et économique malgré un contexte concurrentiel difficile en France et à l'international.

Des éléments justifiant la poursuite de cette confiance ont d'ailleurs été publiés à l'issue de la séance du Conseil du 20 février. Il vous est donc proposé de renouveler le mandat de Stéphane Richard pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes du 31 décembre 2021.

Par ailleurs, lors de sa séance du 28 juillet 2017, le Conseil d'administration, après avoir pris acte de la démission de M. José-Luis Duran, a coopté Mme Christel Heydemann en qualité de nouvelle administratrice indépendante. Je vous dirai quelques mots de Christel Heydemann au moment de la présentation des résolutions.

Le CGRSE avait été mandaté pour rechercher un profil féminin, scientifique, digital en remplacement de José-Luis Duran. Dans ce cadre, Christel Heydemann a été identifiée compte tenu de son profil de dirigeant opérationnel aux compétences reconnues dans des domaines à forts enjeux pour le Groupe que sont le digital, les télécommunications et l'international. Les critères de son indépendance ont bien entendu été revus à cette occasion.

Conformément à la loi, cette cooptation doit être ratifiée par votre Assemblée.

Votre Conseil d'administration s'est tout naturellement appuyé sur les travaux du CGRSE afin de se prononcer sur le renouvellement de ce mandat et la nomination d'une nouvelle administratrice.

La conformité au principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes est maintenue avec la cooptation de Mme Heydemann. Le pourcentage d'administratrices au sein du Conseil est de 50 % car je vous rappelle que les administrateurs élus par les salariés ne sont pas pris en compte dans ce calcul.

Je vais maintenant prendre quelques instants à propos d'un sujet dont vous avez beaucoup entendu parler en tant qu'actionnaires et qui a donné lieu à de très nombreux travaux au sein de votre Conseil : la rémunération des dirigeants des sociétés cotées et en particulier le vote dit "ex ante".

Le nouveau régime du « say on pay » prévu par la loi dite Sapin 2 du 9 novembre 2016 est entré en application en deux temps pour ce qui relève des rémunérations des dirigeants mandataires sociaux de sociétés cotées et fait désormais partie du code de commerce.

Tout d'abord, il y a le vote « ex post » portant sur la rémunération totale et les avantages ainsi dus ou attribués au titre de l'exercice 2017. Le versement effectif des éléments variables ou exceptionnels de la rémunération est conditionné à un vote "ex post" d'approbation.

Vous serez ensuite amenés à voter sur les critères et principes de la rémunération (autrement dit la politique de rémunération) dit vote "ex ante" pour l'exercice 2018. Ceci est repris dans le document de référence 2017 d'Orange mais également en fin de la brochure de convocation que vous avez reçu ou pu consulter en amont de l'Assemblée générale.

Les mandataires sociaux sont en particulier le Président, les directeurs généraux et les directeurs généraux délégués de sociétés anonymes. Depuis le 1er janvier 2018, vos dirigeants mandataires sociaux sont au nombre de trois. Outre le Président-directeur général, il y a deux Directeurs généraux délégués : Ramon Fernandez, notre directeur financier également en charge depuis le 2 mai de la performance et de l'Europe hors Espagne et France et Gervais Pellissier désormais chargé de la transformation du Groupe et Président d'Orange Business Services.

J'aurai l'occasion de vous en reparler puisque votre Assemblée est amenée à se prononcer sur des projets de résolution concernant les éléments de leur rémunération.

En 2017, le Conseil d'administration a décidé de faire évoluer le dispositif du LTIP pour la période 2017-2019 en proposant un dispositif où le numéraire est remplacé par des actions de performance au bénéfice des dirigeants mandataires sociaux et de certains cadres salariés exerçant des fonctions clés au sein du Groupe. Le Conseil d'administration vous propose la mise en place d'un nouveau plan LTIP pour la période 2018-2020 dans la continuité du plan précédent. Ce LTIP en actions de performance fait l'objet de la 17ème résolution.

Au titre de l'examen annuel de son fonctionnement et de celui de ses comités, le Conseil a mis en œuvre des recommandations issues de l'évaluation formalisée qui avait été menée en 2016 par notre CGRSE. Le Conseil a également décidé du lancement d'une auto-évaluation de son fonctionnement après la tenue de l'Assemblée générale de ce jour afin de pouvoir prendre en compte l'évolution du Conseil avec l'arrivée récente de nouveaux administrateurs.

Outre les étapes régulières de la vie de la société (examen de la performance opérationnelle, des résultats trimestriels, des comptes semestriels et annuels, examen du budget, des facteurs de risque, fixation de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux, etc.), le Conseil a notamment examiné l'opération financière comprenant la vente d'une partie des actions de la société BT détenues par Orange. Le Conseil a également examiné le besoin de financement de filiales et le plan d'investissement FTTH en Espagne. Le Conseil d'administration a par ailleurs suivi l'exécution du plan stratégique Essentiel2020.

La gouvernance au sein de votre Conseil s'est également renforcée avec l'évolution du règlement intérieur modifié lors de sa séance du 25 octobre 2017. Le Conseil s'est prononcé en faveur de sa modification afin de prendre en compte la participation du Comité Groupe au Conseil. Nous avons à ce titre le plaisir d'accueillir une représentante d'Orange Mali avec voix consultative au Conseil. Le Conseil a aussi souhaité préciser la composition du Comité conjoint réunissant les trois comités du Conseil et décidé que le président du Comité d'audit le présiderait.

J'espère que ces quelques éléments ont souligné l'importance de la gouvernance chez Orange et l'attention permanente que lui portent le Conseil et la direction générale pour la faire évoluer vers les meilleures pratiques au bénéfice en particulier de vous, actionnaires d'Orange.

Je vous remercie et passe la parole à nos Commissaires aux Comptes.

Rapports des Commissaires aux Comptes

Marie GUILLEMOT

KPMG

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Il me revient maintenant la responsabilité de vous rendre compte, au nom du collège des commissaires aux comptes de votre Société, des travaux d'audit réalisés au titre de l'exercice 2017 et des conclusions de nos rapports.

Au préalable, je voudrais vous signaler une nouveauté dans la forme de nos rapports. Cette nouveauté fait suite à la réforme européenne de l'audit. Dorénavant, nos rapports sont plus détaillés. Ils précisent les points d'audit majeurs sur lesquels nous avons porté une attention particulière. Ces points sont les sujets sensibles de l'information financière du fait de la complexité des transactions, des processus ou des systèmes d'information qu'ils recouvrent ou parce qu'ils font appel à des éléments de jugement ou d'estimation.

Il s'agit cette année pour Orange des activités télécom et de leurs revenus, des litiges réglementaires ou concurrentiels et des provisions qui y sont associées, la valorisation des actifs et enfin, pour les comptes consolidés, de l'imposition différée. Vous retrouverez l'ensemble de ces éléments dans nos rapports qui figurent dans le document de référence. Vous y verrez également les procédures de contrôle de l'ensemble de ces points.

Je rappelle que, sur l'ensemble des éléments des états financiers, nous menons des procédures d'audit approfondies qui consistent notamment à évaluer la qualité du contrôle interne et la gestion des risques, à contrôler les données chiffrées et valider la conformité de l'information qui est présentée dans les notes annexes aux comptes. A l'issue de ces audits, nous certifions que les comptes annuels, tel qu'ils sont présentés et établis en vertu des principes comptables français sont sincères et réguliers et qu'ils donnent une image fidèle du résultat de la situation financière et du patrimoine à la fin de l'exercice 2017.

Dans le cadre de l'audit des comptes consolidés, comme chaque année, nous menons également l'audit des filiales du Groupe et de leur consolidation. Et le collège veille étroitement, y compris en se rendant sur place, à la coordination parfaite de l'audit mondial du Groupe. A l'issue de notre audit, nous certifions que les comptes consolidés qui sont établis dans le référentiel international IFRS sont réguliers et sincères et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du Groupe au titre de l'exercice 2017.

S'agissant des conventions et des engagements réglementés, il ne nous a été donné avis d'aucune convention, d'aucun engagement autorisé au cours de l'exercice 2017. Il est à noter cependant qu'une convention, préalablement autorisée par votre Assemblée, a poursuivi ses effets sur l'exercice. Il s'agit d'une convention ayant pour objet d'étendre aux mandataires sociaux le champ d'application des contrats du Groupe Orange relatifs aux frais de santé d'une part et à la couverture décès, incapacité, invalidité d'autre part.

En outre, nos opérations sur le capital ont donné lieu à des travaux sur les résolutions et les opérations qui sont visées aux résolutions 17, 18 et 19. Ces travaux ne nous conduisent pas à porter à votre attention de points particuliers. Toutefois, nous établirons les rapports complémentaires requis le cas échéant lors de l'utilisation effective des délégations que vous aurez accordées à votre Conseil d'administration.

Enfin, nous avons établi un rapport sur les données environnementales, sociales et sociétales du Groupe ainsi qu'une attestation sur les meilleures rémunérations.

En conclusion de nos travaux, l'ensemble des résultats sont satisfaisants. L'ensemble de nos rapports est présent dans le document de référence et il vous appartient maintenant de considérer les résolutions qui vous sont soumises.

Mesdames, Messieurs, je vous remercie.

Présentation des résolutions

Nicolas GUERIN

Secrétaire Général et Secrétaire du Conseil d'administration

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Avant de procéder au vote et à la présentation des résolutions, je tiens à vous rappeler que votre Société, comme les années précédentes, souhaite privilégier le dialogue avec la salle.

Des questions écrites ont été posées par Phitrust et l'Ipac.

Le Conseil d'administration qui vient de se tenir avant l'Assemblée a finalisé les réponses à y apporter. Je vous invite à les lire sur notre site internet dédié à l'Assemblée générale à l'adresse www.orange.com/ag2018.

Je vais maintenant vous présenter rapidement les résolutions à l'ordre du jour de cette Assemblée générale mixte et les thèmes qu'elles recoupent. Puis je vous présenterai, à la fin de cette intervention, la réponse apportée par le Conseil d'administration aux points à l'ordre du jour dont l'inscription a été demandée par le FCPE Orange Actions.

Il est soumis cette année à votre vote 25 résolutions :

- des résolutions présentées ou agréées par votre Conseil d'administration qui sont présentées sous la forme de nombres (1 à 21) soit :
 - 16 résolutions à titre ordinaire ;
 - 5 résolutions à titre extraordinaire ;
- des résolutions présentées par le FCPE Orange Actions et non agréées par votre Conseil d'administration à raison de :
 - 3 résolutions à titre ordinaire qui portent sur le dividende ;
 - 1 résolution à titre extraordinaire qui vise à modifier les statuts afin de fixer un nombre maximum de mandats que les administrateurs élus par l'assemblée générale peuvent accepter.

Ces résolutions alternatives, comme elles n'ont pas été agréées, portent les lettres A à D et seront votées en toute fin.

Avant d'entrer plus dans le détail, je vous rappelle que ces projets figurent en particulier dans la brochure de convocation préparée pour cette Assemblée. Cette brochure, que nous avons fait évoluer par le passé suite aux recommandations du Comité des Actionnaires d'Orange, dont certains membres sont dans la salle aujourd'hui, reprend l'intégralité du rapport du Conseil d'administration sur ces résolutions. Elle vous apporte également de nombreux éléments de synthèse et détails pratiques.

Je vous propose maintenant que nous débutions l'exposé des résolutions.

L'approbation des comptes et l'affectation du résultat

Les résolutions 1 et 2 soumettent à l'approbation de l'Assemblée générale les comptes annuels sociaux et consolidés d'Orange.

La résolution 3 a pour objet de constater le bénéfice distribuable de l'exercice et de décider le versement aux actionnaires d'un dividende de 65 centimes d'euro par action, en hausse de 5 centimes par rapport à l'an dernier.

Si votre Assemblée approuve cette résolution, le solde de 40 centimes d'euro par action sera versé le 7 juin 2018 puisqu'un acompte de 25 centimes d'euro a déjà été payé en décembre dernier.

Une proposition alternative à cette résolution fait l'objet de la résolution A. Il s'agit de la demande du FCPE Orange Actions de réduire le montant du dividende proposé à 55 centimes d'euro donc de réduire le solde à 30 centimes d'euro. La motivation principale de cette demande que vous retrouverez en chapeau de la résolution dans la brochure de convocation est que cela serait nécessaire à la préservation des marges de manœuvre d'Orange en termes d'investissements.

La résolution qui obtiendra le plus grand nombre de voix entre la résolution 3 et la résolution A sera adoptée.

La résolution B, également déposée par le FCPE Orange Actions, a quant à elle pour objet de modifier le mode de paiement du dividende en permettant aux actionnaires d'opter pour un paiement du solde du dividende en actions.

La résolution C vise à permettre le paiement en actions du prochain acompte sur dividende.

Je vous rappelle que votre Conseil d'administration n'a pas agréé ces résolutions A, B, C et invite donc les actionnaires à ne pas les approuver ou à s'abstenir.

Les conventions réglementées

La résolution 4 porte sur les conventions dites réglementées. Aucune convention réglementée n'a été approuvée au cours de l'exercice 2017. Seules les conventions antérieurement autorisées et dont les effets se sont poursuivis au cours de l'exercice font donc l'objet du rapport spécial des commissaires aux comptes dont il vous est demandé de prendre acte car nous sommes attachés à cette bonne gouvernance.

Les administrateurs

La résolution 5 vise à proposer le renouvellement du mandat de Stéphane Richard. Ce renouvellement serait donné pour la période statutaire de quatre ans et viendrait à expiration en 2022. Le Conseil a souhaité renouveler sa confiance à Stéphane Richard. J'espère que, comme le Conseil et comme une large majorité du Groupe et de ses parties prenantes, vous saurez lui renouveler la vôtre. Stéphane Richard, au cours de ce troisième mandat, a notamment mis en œuvre le plan stratégique Essentiel2020 fondé sur la convergence autour du foyer et sur la qualité des réseaux pour écrire une expérience client incomparable. Ramon Fernandez l'a souligné, cette stratégie a permis à Orange de renouer avec la croissance des revenus et de l'Ebitda pour la deuxième année consécutive, de conserver un rôle de leader en France et dans ses principales géographies que ce soit en Europe ou en Afrique. Ce mandat a été aussi celui du renforcement des activités de diversification avec le lancement d'Orange Bank ou encore du développement de l'activité de cybersécurité.

En cas d'approbation de cette résolution, le Conseil d'administration statuera à l'issue de cette assemblée sur la reconduite de Stéphane Richard dans ses fonctions de Président de votre Conseil d'administration et de Directeur général d'Orange.

Deuxième point concernant la composition du Conseil : lors de sa réunion du 26 juillet dernier, il a été décidé de coopter Mme Christel Heydemann en tant qu'administratrice en remplacement de M. José-Luis Duran pour la durée du mandat restant à couvrir.

Pour être valable, cette nomination doit être ratifiée par les actionnaires, c'est l'objet de la résolution 6.

Le Conseil d'administration vous propose donc de ratifier la cooptation de Mme Christel Heydemann, présidente de Schneider Electric France, candidate disposant d'un profil scientifique et digital, c'était une demande du CGRSE et de votre Conseil.

Avant de poursuivre la présentation des résolutions, je vous invite à découvrir la présentation filmée de Christel Heydemann.

La présentation de Madame Heydemann est diffusée en séance.

Pour conclure sur la composition du Conseil, les résolutions 7 à 9 visent à désigner l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires car le mandat de Mme Hélène Marcy arrive à échéance à l'issue de l'Assemblée générale.

Mme Marcy, que je tiens à remercier ici pour sa participation active et constructive en tant que représentante des salariés actionnaires, est un administrateur élu comme les autres, avec la particularité toutefois que l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires est élu sur une proposition des salariés actionnaires.

Cette désignation, en application de la loi et de l'article 13.3 des statuts, nous amène cette année à présenter trois candidats à votre vote. Ce dispositif est appelé à être dans l'avenir plus direct et transparent. Je vous en reparlerai lors de la présentation de la résolution 20.

Les trois candidats à cette fonction ont été désignés par chacun des Conseils de surveillance des FCPE d'actionnariat salarié : Orange Actions, Orange Ambition International et par un collège des actionnaires éligibles détenant des actions Orange au nominatif. Il s'agit respectivement de M. Luc Marino, de M. Babacar Sarr et de Mme Marie Russo. Sera élu le candidat qui aura recueilli, outre la majorité requise, le plus grand nombre de voix.

Je vous invite maintenant à découvrir les présentations filmées de MM. Luc Marino, Babacar Sarr et de Mme Marie Russo.

Les présentations de MM. Luc Marino, Babacar Sarr et de Mme Marie Russo sont diffusées en séance.

Le « Say on Pay »

Passons maintenant au deuxième thème des résolutions qui sont soumises à votre vote, la rémunération des dirigeants. L'entrée en vigueur de la loi dite Sapin 2 rend désormais obligatoire le vote par l'assemblée des rémunérations des dirigeants mandataires sociaux, que ce soit pour la période passée ou l'année à venir.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, cela concerne Stéphane Richard (résolution 10) en sa qualité de Président-directeur général et Ramon Fernandez (résolution 11), Pierre Louette (résolution 12) et Gervais Pellissier (résolution 13) en qualité de Directeurs généraux délégués.

Vous trouverez quelques éléments sur ces rémunérations dans la brochure de convocation et le détail plus complet figure à la section 4.4.1.1 du document de référence.

Les rémunérations fixes brutes annuelles sont demeurées stables entre 2016 et 2017. La part variable annuelle repose sur une moyenne pondérée de quatre indicateurs mettant l'accent sur la croissance du Groupe, sa rentabilité, la qualité de service et la performance sociale. Elle est légèrement en baisse par rapport à 2016 avec une structure de calcul identique en raison d'un critère d'expérience client exigeant qui n'a pas été totalement atteint alors même qu'Orange en 2017 a dépassé ses objectifs financiers et stabilisé l'Ebitda retraité porté par la forte dynamique commerciale notamment du très haut débit. La qualité de service reste néanmoins élevée et la performance sociale a augmenté.

Sur cette base, la part variable annuelle attribuée par le Conseil d'administration à Stéphane Richard au titre de 2017 est de 533 250 euros, soit 59,25 % de sa rémunération fixe. Le montant total de sa rémunération fixe, variable annuel et avantages en nature s'établissant à 1 744 999 euros.

La part variable annuelle de Gervais Pellissier représente également 59,25 % de sa rémunération fixe et le montant total de sa rémunération s'établit à 1 173 305 euros.

La part variable annuelle des deux autres Directeurs généraux délégués, à savoir Ramon Fernandez et Pierre Louette, atteint 49,38% de leur rémunération fixe. Cela porte leur rémunération totale à respectivement 1 066 198 euros et 1 095 474 euros compte tenu de l'effet d'avantages en nature de montants différents.

Je vous rappelle, pour finir sur ces sujets de rémunération 2017, qu'un plan conditionné de rémunération variable pluriannuelle (long terme incentive plan ou LTIP) est mis en place chaque année depuis 2015. Ce LTIP vise à permettre de rémunérer les dirigeants mandataires sociaux sur la performance observée sur le long terme par période de trois ans.

Cette année, pour la première fois, le LTIP va être versé, en l'occurrence celui correspondant aux années 2015 à 2017. Le résultat du LTIP est de 83,33 % ce qui, appliqué aux enjeux pour les mandataires sociaux, donne :

- pour Stéphane Richard 300 000 euros bruts ;
- pour Gervais Pellissier 200 000 euros bruts ;
- pour Pierre Louette 166 667 euros bruts ; et
- pour Ramon Fernandez 160 000 euros bruts.

Ces montants seront payés à l'issue de l'Assemblée générale en cas de vote favorable des actionnaires des résolutions 10 à 13.

Concernant les rémunérations 2018 des dirigeants mandataires sociaux, les résolutions 14 et 15 ont pour objet de proposer aux actionnaires le vote sur les principes et critères des rémunérations pour l'avenir du Président-Directeur général (résolution 14) et des Directeurs généraux délégués (résolution 15).

Les principes et critères précités sont détaillés dans le rapport figurant à la section 4.4.1.2 du document de référence 2017 et dans la brochure de convocation. Je vous invite à vous y reporter.

Il convient toutefois de noter qu'il est proposé une hausse pour le Président-directeur général de la part fixe à 950 000 euros annuel, au lieu de 900 000 euros. Je vous rappelle que cette part fixe est restée inchangée depuis la prise de fonction de Stéphane Richard en 2010. Elle se situe par ailleurs dans le dernier quartile de celles des Président-directeurs généraux du CAC 40.

Sa rémunération variable est également proposée à la hausse en accroissant le montant cible à objectifs atteints de 60 % à 80 % et en permettant la rémunération d'une surperformance jusqu'à 100 % de la rémunération fixe.

Le rachat par la Société de ses propres actions

La résolution 16 a pour objet de permettre à Orange de racheter ses propres titres à un prix maximum de 24 euros dans la limite de 10 % du montant du capital social, de les conserver et de les transférer. La rédaction est inchangée par rapport à l'an dernier et l'utilisation du programme n'est pas autorisée en cas d'offre publique.

Attribution gratuite d'actions aux dirigeants mandataires sociaux et à certains membres du personnel

La résolution 17 autorise, comme l'an dernier, l'attribution d'actions de performance aux dirigeants mandataires sociaux membres du Comité Exécutif et certains cadres dirigeants au sein des réseaux de management « Executive » et « Leaders ».

Cette attribution prendra la forme d'un LTIP 2018-2020.

L'autorisation est assortie de conditions de performance comme l'an dernier, liées :

- pour la moitié au cash-flow organique ; et
- pour l'autre moitié au Total Shareholder Return ou TSR.

Le descriptif du LTIP 2018-2020 en cohérence par rapport au plan de l'an dernier dans ses composantes et ses ambitions figure à la section 4.4.1.2 du document de référence 2017 mais également dans les dernières pages de la brochure de convocation.

Attribution gratuite d'actions de la Société aux membres du personnel du Groupe

La résolution 18 donne délégation au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux adhérents au plan épargne du Groupe dans la limite de 200 millions d'euros.

La résolution 19 autorise le Conseil d'administration à réduire le capital dans la limite de 10 % du capital social par annulation de tout ou partie des actions acquises. Elle ne pourra être mise en œuvre que pour autant que la résolution 16 sur le programme de rachat d'actions soit votée car l'auto-détention d'actions Orange est actuellement très limitée.

Dernier chapitre de la présentation des résolutions, avant de passer au point de passer à l'ordre du jour, celles qui concernent les statuts.

Les modifications statutaires

Je vous ai présenté les résolutions 7 à 9 relatives à l'élection de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires. Je vous ai expliqué le rôle partagé entre une partie de l'actionnariat salarié qui désigne un ou des candidats et l'assemblée générale qui, au final, désigne le représentant des actionnaires salariés par son vote. C'est dans ce cadre qu'il a été proposé une modification de l'article 13.3 des statuts.

La résolution 20, portée par le FCPE Orange Actions et agréée par votre Conseil d'administration, vise à clarifier et simplifier la procédure de désignation de cet administrateur.

Ainsi l'ensemble des dispositifs d'actionnariat salarié du groupe Orange vous proposera à l'avenir en 2020 une candidature unique qui résultera d'un vote préalable des actionnaires salariés. Ce vote préalable, si vous acceptez cette modification statutaire, reposera sur un principe simple : un nombre de voix égales au nombre d'actions détenues. L'objectif est d'associer l'ensemble des salariés actionnaires à la désignation du candidat au prorata des actions qu'ils détiennent.

Les pouvoirs pour formalités

La résolution 21 vise très classiquement les pouvoirs pour formalités.

Modification de l'article 13 des statuts

Enfin, le FCPE Orange Actions a présenté un projet de résolution qui n'a pas été agréé par votre Conseil d'administration. Il s'agit de la résolution D. Elle a pour objet d'ajouter un article 13.12 aux statuts afin de fixer un nombre maximum de mandats que les administrateurs d'Orange peuvent accepter pour exercer les fonctions d'administrateur de la Société.

J'ajoute que pour des raisons pratiques au moment du vote, les résolutions vous seront d'abord soumises par numéros, donc de 1 à 21 puis par lettre dans l'ordre alphabétique, donc de la lettre A à D.

Point inscrit à l'ordre du jour du FCPE Orange Actions, sans vote.

Je vous donne lecture de la réponse préparée par votre Conseil d'administration au point inscrit à l'ordre du jour, lequel ne requiert aucun vote de votre part. Ce point porte sur trois thématiques autour de l'actionnariat et de la rémunération des salariés.

Une synthèse du point à l'ordre du jour doit maintenant s'afficher à l'écran derrière moi. Vous le trouverez également reproduit dans la brochure de convocation.

Le Conseil d'administration, au travers du Comité de Gouvernance et de Responsabilité Sociale et environnementale et la direction d'Orange sont particulièrement attentifs aux sujets de la rémunération qui doivent être regardés dans leur globalité c'est-à-dire au-delà de la seule rémunération des dirigeants.

A ce titre, Orange fait preuve d'une grande transparence sur ces sujets au travers du document intitulé « Bilan social » disponible sur le site orange.com.

Par ailleurs, le Groupe conduit chaque année des études comparatives sur les pratiques du marché afin d'en tirer les enseignements pour la définition de ses propres politiques.

La politique de rémunération s'inscrit dans l'ambition du plan stratégique Essentiel2020 d'être un employeur digital et humain. Elle doit permettre de continuer à attirer les talents dans un secteur digital en constante mutation mais aussi de valoriser l'engagement des talents internes. Notons que, dans ce cadre-là, une attention particulière est portée à l'écart de salaire entre hommes et femmes. Il est de 6 % pour Orange alors qu'en moyenne en France cet écart est plutôt de l'ordre de 20 %.

Les bonnes performances du Groupe au cours des dernières années sont, au-delà des choix stratégiques, le résultat de leur mise en œuvre par les salariés et donc de l'engagement collectif. Une politique de rémunération efficace doit tenir compte de cela et contribuer au renforcement du sentiment d'appartenance au Groupe.

C'est dans cet état d'esprit que le LTIP est désormais converti en actions de performance, et non plus en numéraire, et que l'accent est mis sur l'actionnariat salarié qui en est une composante importante qui continue à être développé comme en témoigne le plan d'attribution gratuite réalisé auprès de plus de 140 000 salariés répartis dans 49 pays en octobre 2017.

C'est fort de cette politique de rémunération à laquelle il est fait mention dans ce point à l'ordre du jour que le Groupe a reçu le prix "Top Employer Global" pour la deuxième année consécutive. Cette certification consacre les meilleures politiques et pratiques en termes de programmes de ressources humaines. Trente pays et territoires sur cinq continents où le Groupe opère, notamment à travers Orange Business Services, se sont

déjà engagés avec succès dans cette démarche. « Top Employer » se fonde sur une méthodologie (questionnaire, audit) qui couvre l'ensemble des politiques de ressources humaines et en particulier les rémunérations et avantages.

Enfin, s'agissant plus précisément du plan LTIP, il s'agit d'une refonte de la structure de rémunération des cadres dirigeants du groupe Orange permettant d'avoir une structure identique à celle des cadres exerçant des responsabilités comparables dans d'autres grands groupes.

Cette structure permet par ailleurs de rééquilibrer la rémunération de la performance entre le court et le long terme. Pour mémoire, la mise en place du LTIP depuis 2017 se substitue ainsi à 50 % de la surperformance actuelle de la part variable. La rémunération de la performance est ainsi plus en adéquation avec les objectifs de l'entreprise qui peuvent s'appuyer sur ces deux échéances. Il n'y a par ailleurs aucune garantie de versement et le LTIP tient compte, pour la moitié de sa valeur, de la performance comparée d'Orange par rapport aux autres opérateurs via l'indicateur TSR.

Le dispositif de LTIP a donc vocation à être récurrent et devenir partie intégrante de la nouvelle structure de rémunération, comme cela se pratique d'ailleurs dans la majorité des autres entreprises.

Je vous remercie infiniment de votre attention.

Echanges avec la salle

De la salle

Je suis membre du Comité Consultatif des Actionnaires d'Orange. Certaines études, dont les plus conservatrices, prévoient que le marché de l'intelligence artificielle avoisinera les 90 milliards de dollars en 2025, soit quasiment demain. Pourriez-vous nous éclairer sur la stratégie et les ambitions du groupe Orange dans ce domaine ? S'il dispose des moyens nécessaires et des garanties suffisantes en termes de protection des données ?

Stéphane RICHARD

En effet, c'est une question très importante. L'intelligence artificielle c'est probablement la nouvelle frontière technologique qui va à nouveau transformer en profondeur toute une série de domaines dans l'économie mais pas seulement. Tout d'abord, il faut rappeler ce qu'est l'intelligence artificielle. L'intelligence artificielle, c'est une capacité, à travers des logiciels qu'on appelle « apprenants », c'est-à-dire qui se nourrissent de données et qui permettent d'évoluer dans leur qualité, de faire fonctionner un certain nombre de services dans tout un tas de domaines. C'est basiquement des logiciels basés sur des technologies d'analyse de données. La matière première de l'intelligence artificielle, ce sont les données et il y a une série de techniques, d'expertise, qui permettent, à partir de cette masse de données que produit le monde digital, de les rendre utiles, intelligentes et, comme je l'ai dit, possiblement de transformer toute une série de données.

Donc c'est immense. On en est au début. Au début pas exactement du concept de l'intelligence artificielle qui remonte déjà à plusieurs décennies, mais en tout cas on est incontestablement aujourd'hui à un moment où il y a une très forte accélération à travers des investissements énormes de certains acteurs du monde numérique dans l'intelligence artificielle.

La première chose qu'il faut dire, c'est qu'Orange n'a pas attendu 2018 pour être présent dans l'intelligence artificielle. Dans le Groupe, depuis pas mal d'années, des experts dans les métiers de ce qu'on appelle le « *machine norming* », l'analyse des données, sont très performants. On a depuis un petit moment identifié ce domaine, comme je l'ai dit toute à l'heure d'ailleurs, qui est devenu une priorité pour nous dans les années qui viennent. Nous avons décidé récemment d'engager un programme de recrutement de 200 experts en intelligence artificielle dans les mois qui viennent. Ce n'est d'ailleurs pas facile. Il y a aujourd'hui une compétition mondiale pour acquérir ces ressources, ces talents qui est féroce. La France a un dispositif d'enseignement supérieur (dans certains domaines qui sont très stratégiques pour l'intelligence artificielle, je pense notamment aux mathématiques), qui est renommé à l'échelle mondiale et on a beaucoup de cerveaux français qui sont chassés un peu partout dans le monde. C'est un vrai défi pour nous d'avoir cette capacité d'attirer ces jeunes talents pour étoffer nos équipes en matière d'intelligence artificielle. On y est bien décidé, et naturellement, on a quand même un certain nombre d'outils pour cela.

Nous avons d'ailleurs pris une part importante au rapport que Cédric Villani a consacré à l'intelligence artificielle et qui définit un peu les grandes lignes de l'action publique dans ce domaine. Cédric Villani a aussi été le président du Comité du Conseil Scientifique d'Orange, avant de devenir un député. Nous sommes donc très impliqués dans cette question.

Après, plus concrètement, qu'est-ce que ça peut représenter pour Orange ? Principalement deux domaines.

Le premier domaine évident, c'est celui des produits et des services. Il y aura demain un certain nombre de produits et de services nouveaux qui seront rendus possible par l'intelligence artificielle. Je vais prendre deux exemples rapides.

Le premier exemple, c'est l'assistant personnel. Vous savez que le nôtre « Djingo » sera lancé à l'automne. Qu'est-ce que c'est qu'un assistant personnel ? C'est la possibilité à partir d'un appareil, par exemple un téléphone, une télécommande de téléviseur etc. de poser des questions, de faire des requêtes, des demandes pour accéder à des services à travers la reconnaissance vocale. Derrière ce qu'on appelle « Djingo », il y a de l'intelligence artificielle. Pourquoi ? Parce qu'il y a un système derrière, système robotisé, système automatisé qui va apporter les réponses aux requêtes qui sont faites et qui va le faire d'une façon, sans cesse meilleure. C'est bien le propre de ce système. Il va s'enrichir de la connaissance qu'il va acquérir progressivement sur la personne qu'il a en face de lui. Par exemple, l'intelligence artificielle sera bientôt capable d'identifier les émotions, le stress qu'on peut avoir dans la voix quand on demande telle ou telle chose. Il sera capable d'avoir une analyse extrêmement fine aussi des finesses linguistiques parce que tout cela est basé sur le langage humain, ce qui implique que ces systèmes soient extrêmement fiables quant à la compréhension du langage. « Djingo » pour Orange, ça va être une gamme d'appareils, mais c'est surtout un appareil basé sur l'intelligence artificielle que nous sommes en train de développer au sein de notre partenariat avec Deutsch Telecom. L'intelligence artificielle va signer l'entrée des opérateurs dans cette nouvelle activité des assistants personnels qui, pour l'instant, est l'apanage de quelques acteurs (les GAFAM) et dans laquelle nous sommes convaincus que, nous, autres opérateurs, nous avons un rôle à jouer en visant la proximité, la capacité aussi à être probablement plus performants en collant à la réalité locale aussi des marchés sur lesquels nous sommes. J'ai précédemment évoqué l'aspect linguistique qui est très important.

Le deuxième exemple qu'on peut donner en matière de nouveaux produits ou nouveaux services, c'est celui de la santé. L'intelligence artificielle offre aujourd'hui des possibilités incroyables, insoupçonnées de rendre accessible à des populations qui n'ont aucun accès aujourd'hui à un diagnostic médical, un service de santé, de soin et de permettre l'identification des maladies au travers de l'intelligence artificielle. C'est, vous le voyez, potentiellement une révolution incroyable pour une grande partie de l'humanité qui est confrontée à une insuffisance, une impossibilité d'accès à un système de soins. A partir du digital, à partir d'un téléphone, d'un smartphone ou d'un autre écran, nous serons capable effectivement de faire de la télémedecine, du télédiagnostic, pas uniquement avec une personne de l'autre côté si je puis dire, mais aussi avec un système automatisé. Aujourd'hui, l'intelligence artificielle dans le domaine de la santé propose une fiabilité du diagnostic qui est supérieure à celle de l'homme.

Donc, des nouveaux produits, des nouveaux services vont être développés par beaucoup d'acteurs naturellement puisque, à terme, tout le monde s'intéressera à l'intelligence artificielle. Mais nous comptons bien dans les domaines qui sont les nôtres y prendre notre part.

Le deuxième grand domaine important pour nous c'est celui de l'amélioration de nos processus internes. Et là aussi je citerai deux exemples. Le premier, c'est celui de la relation client. Aujourd'hui, la relation client est physique, dans les boutiques et elle est encore beaucoup par téléphone ou par le canal du digital bien entendu. On commence à expérimenter des robots, des chabots qui ne vont pas se substituer à l'humain dans cette relation parce que nous ne croyons pas à ce scénario de substitution. Mais ils permettent de prendre en charge une partie de cette relation, celle qui est la moins intéressante et la plus répétitive. On peut penser que dans les années qui viennent nous aurons une sorte de réponse mixte entre des systèmes automatisés basés sur l'intelligence artificielle et bien entendu des femmes et des hommes aussi pour assurer cette relation client. Pour nous, c'est un enjeu essentiel car nous avons 260 millions de clients dans le monde et nous pouvons ainsi voir comment nous allons améliorer la qualité, la disponibilité de réponse en greffant progressivement de l'intelligence artificielle sur la relation client.

Enfin, le dernier exemple que je prendrai qui est plus interne encore celui-là, c'est celui de la gestion de nos réseaux. Là aussi, la compétence humaine restera centrale, mais pourra être considérablement aidée dans ce métier par l'intelligence artificielle. Par exemple, sur le déploiement de la fibre ou sur la maintenance des réseaux, les outils d'intelligence artificielle vont nous permettre d'être plus performants, de permettre à nos personnels, à nos salariés, qu'ils soient téléconseillers dans des centres d'appel ou techniciens d'intervention, d'avoir un rôle finalement plus intéressant, parce que représentant une véritable valeur humaine plus importante que peut-être ce n'est le cas aujourd'hui, grâce à ces outils.

Vous le voyez, ce sont des enjeux énormes dans lesquels nous sommes pleinement impliqués. Il y a l'angle business, je l'ai dit, nouveaux produits, nouveaux services mais je n'ai pas parlé des clients entreprises qui sont évidemment aussi tous intéressés par l'intelligence artificielle et auxquels on va s'efforcer d'apporter des solutions. C'est un levier de transformation pour nous, à l'intérieur de l'entreprise, qui sera très important.

De la salle

Je vous félicite, Monsieur le Président, pour votre grande qualité de visionnaire, depuis que vous êtes à la tête d'Orange, vous avez considérablement fait évoluer la stratégie et vous n'avez raté aucun virage. Le tout premier, dans les 2/3 premières années, ça a été d'impliquer considérablement Orange dans le domaine du cloud et, depuis, vous vous êtes beaucoup développés dans la cybersécurité, la cyberdéfense à tel point qu'Orange est devenu, au moins en France et en Europe, un important intervenant. Maintenant, vous nous dites que vous vous intéressez depuis quelque temps à l'intelligence artificielle. J'ai beaucoup apprécié dans votre conclusion que vous nous disiez que d'ici 2025, Orange allait devenir un partenaire des entreprises dans la révolution numérique. Or, la révolution numérique et tout ce qui lui est rattaché (notamment l'intelligence artificielle), est un domaine qui va représenter énormément d'activité, qui va considérablement changer les sociétés, les civilisations. Bien entendu en termes de business, il y aura beaucoup de retombées. Je crois souvent entendre, et notamment au moment de cette conclusion, votre collègue Paul Hermelin, PDG de Cap Gemini. C'est ce qui m'amène à vous demander si, d'une certaine manière, pour au moins une part de votre activité, vous ne seriez pas devenu un concurrent de Cap Gemini et d'Atos. Je crois cependant qu'il y a de la place pour tout le monde. Le gâteau, à mon avis, sera très gros et vous avez un très gros avantage sur eux puisque le Groupe est déjà présent dans les entreprises grâce à Orange Business Services. Merci pour votre réponse.

Stéphane RICHARD

Merci Monsieur. Vous n'avez pas tort, c'est vrai qu'il y a une partie, d'ailleurs de plus en plus importante de l'activité d'Orange Business Services qui peut se trouver dans une forme de compétition avec d'autres acteurs, notamment sur ces nouveaux domaines en forte croissance que sont, par exemple, la cybersécurité ou l'intelligence artificielle. En fait, toute la démarche d'Orange Business Services consiste à passer d'un métier historique qui était tout simplement celui de fournir de la connectivité aux entreprises, à un modèle de plus en plus mixte entre toujours cette connectivité, qui restera pour nous un cœur de métier très important, tout en développant progressivement tous ces services nouveaux à valeur ajoutée au-dessus de la connectivité et dans lesquels nous entendons bien prendre une part effectivement. Nous pensons que nous avons un atout particulier pour prendre cette part : notre présence dans les réseaux. En effet, nous croyons en notre capacité à pouvoir adresser aux entreprises une réponse globale qui comprenne à la fois la fourniture de la connectivité dont elles ont besoin et, en même temps, des services (je pense par exemple à la sécurité, au cloud, demain à l'intelligence artificielle) qui nous permettront d'avoir cette approche globale. C'est finalement ce que l'on appelle le voyage de la donnée. Cela nous permettra de proposer à nos entreprises de traiter intégralement, de bout en bout, les questions relatives à l'utilisation de leurs données sous tous les angles, l'angle du transport, de la collecte, de la sécurité (on l'a vu), de la valorisation. C'est l'ensemble de ces métiers sur lesquels nous voulons nous développer. Cela se fera avec des renforcements internes, c'est pour cela qu'on a besoin aussi de trouver de nouvelles compétences. Cela peut se faire à travers les acquisitions, nous en avons fait déjà un certain nombre et on a l'intention de continuer à le faire peut-être aussi à une plus grande échelle. Dans cette industrie-là, comme vous l'avez dit, il y a de la place pour tout le monde parce que c'est l'avenir. Prenons par exemple, la cybersécurité. S'il y a de plus en plus de besoin de cybersécurité, c'est qu'il y a de plus en plus de cybercriminalité aussi (ce que nous pouvons déplorer). Malheureusement, le monde numérique n'est pas un monde idéal dans lequel ces risques n'existent pas. Ces risques, ils grandissent, ils explosent même. On voit tous les jours des entreprises qui subissent des dommages

considérables du fait des attaques de toutes natures. On peut malheureusement penser que ces marchés vont beaucoup grossir en termes de taille et par conséquent, oui, en effet, je pense qu'il y aura de la place pour tout le monde. En tout cas, en ce qui nous concerne, nous avons tout mis en place ces dernières années pour être capables aujourd'hui d'en prendre une part. C'est ce qui explique fondamentalement le fait que, dans ces métiers-là, on a aujourd'hui des croissances élevées, de l'ordre de 20 % pour la cybersécurité. L'intention est bien d'accélérer le développement par des moyens organiques mais aussi, si l'occasion se présente, par un renforcement sous forme d'acquisitions.

De la salle

M. le Président, bonjour. J'ai une observation, deux questions.

L'observation : vous nous avez fait remarquer qu'en matière de santé, l'intelligence artificielle ou augmentée permettrait d'obtenir de meilleurs diagnostics que celui de l'humain. Si je peux me permettre, même Cédric Villani le dit, la machine, c'est-à-dire l'intelligence artificielle ou augmentée ne fera que s'appuyer sur la norme du meilleur diagnostic humain, donc elle gommara simplement les plus mauvais.

J'en viendrai, si vous le voulez bien, à mes deux questions.

La première : T-mobile et Sprint ont annoncé leur fusion aux USA et vont accélérer leurs programmes sur la 5G. La roadmap de la 5G en Europe est enfin fixée pour un top départ en 2020. Les promesses de cette technologie sont nombreuses mais pas toujours claires. Est-ce que vous pourriez nous dire où en est Orange ?

Ma deuxième question : Orange a une véritable mission d'entreprise digitale et innovante au service de l'humain, vous nous l'avez rappelé. Envisagez-vous de formaliser prochainement un comité des parties prenantes qui rapporterait, une à deux fois par an, au Conseil ?

Stéphane RICHARD

Merci Monsieur. Je vais demander à Mari-Noëlle Jégo-Laveissière qui est ici, de prendre la première question, de vous dire où est-ce qu'on en est sur la 5G, qu'est-ce que l'on a fait, à quoi on se prépare, quel est le timing, l'agenda et comment se situe l'Europe par rapport à d'autres zones du monde comme les Etats-Unis ou l'Asie.

Mari-Noëlle JEGO-LAVEISSIERE

Merci Stéphane. En ce qui concerne la 5G, c'est une norme mondiale qui aujourd'hui est partagée par les trois grandes plaques : les Etats-Unis, l'Europe et l'Asie. Nous contribuons activement aux travaux de standardisation, de normalisation. Les premiers travaux de la norme ont été publiés à la fin de l'année dernière. On est donc aujourd'hui finalement dans cette dernière ligne droite de pré-commercialisation, de tests. En ce moment, ce sont des tests que les opérateurs mettent en place. Nous allons tester dans quelques villes en France la 5G à partir de cet été. Nous la testons aussi en Roumanie mais pour un autre usage. Nous sommes donc parfaitement dans la course au déploiement.

Je vais juste rappeler les trois grandes particularités de la 5G. La première, c'est d'être capable d'écouler plus de trafic, plus de data que la 4G. C'est de la 40G, cela va dix fois plus vite et c'est un relai indispensable pour permettre de suivre l'augmentation du trafic au service de nos clients.

La deuxième, c'est le Wireless, c'est-à-dire la capacité à avoir du très haut débit fixe et d'utiliser la 5G pour rapporter dans les foyers des offres triple-play, la TV comprise, puisque aujourd'hui, avec la 4G on peut le faire mais avec une offre TV de moins bonne qualité.

Et la dernière, c'est le développement d'un monde de services nouveaux, que ce soit sur l'internet des objets mais aussi sur beaucoup de verticales. C'est donc un monde plutôt concentré sur les entreprises, sur le business des automobiles, sur l'industrie 4.0 où il y a énormément de croissance à réaliser et qui arrivera sans doute dans un deuxième temps.

Aussi, nous sommes présents autour de ces trois axes. Nous allons mettre en place plusieurs expérimentations. La 5G pour le grand public arrivera sur le marché avec les terminaux puisque nous aurons les premiers terminaux 5G sans doute courant 2019 mais ils n'arriveront pas avant 2020 sur le marché

puisque aujourd'hui un terminal 5G c'est plutôt une petite valisette, c'est un peu lourd pour le mettre dans la poche...

Après, il y a un certain nombre de sujets que nous regardons de près évidemment : ce sont les fréquences et en particulier l'harmonisation des fréquences. C'est sans doute l'un des sujets où l'Europe, qui est plus fragmentée que les Etats-Unis ou la Chine, doit travailler pour rester dans la course afin que ce sujet ne soit pas un frein à son déploiement en Europe. Aujourd'hui, nous sommes en ligne avec les autres opérateurs et nous regardons posément le sujet pour que la 5G vienne en relai de la 4G quand il y en a besoin ou bien évidemment vienne servir la monétisation et de nouveaux usages. C'est bien sous cet angle business que nous mettrons en place la 5G.

Stéphane RICHARD

Peut-être un mot complémentaire. Pour qu'il y ait de la 5G dans la pratique, il faut, en plus de tout le reste, des fréquences parce qu'on a besoin de certaines bandes de fréquences que nous n'avons pas pour l'instant. Il faut aussi des terminaux qui soient compatibles avec ces nouvelles fréquences et donc avec la 5G.

En terme de calendrier, il y a forcément dans les pays où nous opérons, la nécessité d'obtenir ces fréquences et donc la nécessité, pour les Etats d'organiser l'attribution de ces fréquences. Cela va probablement se faire l'année prochaine en France. Et peut-être dans un agenda différent dans d'autres pays européens. On ne peut d'ailleurs que déplorer le fait qu'en Europe il n'y ait pas une convergence des calendriers d'attribution car cela va compliquer les choses et probablement accentuer une forme de retard du continent européen (par rapport aux Etats-Unis notamment) dans ce domaine. Il faut aussi qu'il y ait des terminaux compatibles avec la 5G et que les fabricants de terminaux les construisent. C'est pour cela que nous prévoyons que la 5G soit une réalité à l'échéance 2020-2021, plutôt 2021.

Pour votre deuxième question, je pense que vous faites allusion à ce qui se trouve à la fois dans le cadre du projet de loi Pacte et aussi dans le rapport Notat-Sénard au sujet des comités de parties prenantes. Ce que je peux vous dire c'est que chez Orange, nous pratiquons le dialogue depuis déjà pas mal d'années. Nous le déclinons d'ailleurs différemment selon les pays, par thèmes aussi. Vous évoquez ici plusieurs dialogues parties prenantes que nous avons menés sur le sujet des femmes en Afrique, sur le sujet de l'économie circulaire, sur le sujet de l'inclusion numérique qui prend une grande importance aujourd'hui ou encore sur l'agriculture connectée par exemple. Donc cette pratique existe déjà dans le Groupe et nous sommes, par nature, intéressés et ouverts pour mieux la formaliser, la faire remonter au niveau du Groupe. Je pense que notre expérience dans ce domaine nous mettra dans une position idéale pour éventuellement être aussi un peu en avance dans la mise en place de ces pratiques de dialogues parties prenantes qui sont très enrichissantes pour le Groupe y compris en y impliquant le Conseil d'administration.

De la salle

Nous sommes très heureux de nous retrouver ici parmi vous à l'occasion de cette Assemblée générale 2018 des actionnaires du groupe Orange, et très heureux de constater aussi que notre Groupe a réalisé d'excellents résultats financiers pour l'exercice 2017. Nous sommes aussi fiers de remarquer que les filiales et les entités du Groupe hors France, surtout la zone Afrique Moyen-Orient, ont contribué à la réalisation de ces résultats financiers exceptionnels, comme vous l'avez dit Monsieur le Président, jamais atteints depuis 2009. Toutes nos félicitations aux administrateurs pour la bonne stratégie et les orientations adéquates mais aussi félicitations aux managers pour la bonne gestion sans oublier aussi tout le personnel du travail accompli. Etant une multinationale et assurant pleinement sa responsabilité internationale, le Groupe a démontré que la performance est bien possible. Il suffit juste d'avoir une bonne stratégie, une organisation managériale adéquate et inclusive. C'est pourquoi nous saluons et nous magnifions d'ailleurs la mise en place au sein du groupe Orange de la zone Afrique Moyen-Orient dirigée aujourd'hui par Alioune N'Diaye qui normalement va permettre aux entités concernées de pouvoir évoluer en prenant en compte leurs spécificités et leurs particularités. Il est peut-être bon de rappeler que le groupe Orange, vu son évolution, n'est plus franco-française mais plutôt une affaire de tous les citoyens du monde qui ont investi et qui travaillent inlassablement à sa performance et à sa pérennité. Ensemble, main dans la main et ne laissant aucune des parties prenantes en marge, d'où qu'elles soient dans le monde, nous pourrons soulever des montagnes tout en épargnant bien sûr et en consolidant le Kilimandjaro, la montagne la plus élevée d'Afrique. Je vous remercie.

Voici ma question Monsieur le Président : que dit la législation française par rapport à la consolidation d'une multinationale vis-à-vis de ses filiales ?

Stéphane RICHARD

D'abord je vous remercie pour cet acte de foi qui est nécessaire pour déplacer les montagnes comme vous l'avez dit. Je pense que vous témoignez particulièrement bien de l'esprit qui souffle aussi dans ce Groupe, partout, en France, en Europe et aussi beaucoup en Afrique et au Moyen-Orient. Vous savez, pour nous, cette identité africaine est très importante et d'ailleurs je suis tout à fait heureux aussi qu'elle se retrouve incarnée au sein de l'équipe dirigeante à travers Alioune.

Sur la question que vous avez posée, pour tout vous dire, je ne suis pas sûr qu'on ait exactement saisi le point que vous vouliez évoquer. Vous parliez de consolidation ? Je laisse donc la parole à Ramon Fernandez pour qu'ils vous réponde.

Ramon FERNANDEZ

Il faut contrôler l'entité. Cela se fait de la manière la plus générale en contrôlant la majorité du capital. Parfois vous pouvez avoir des dispositifs de pactes avec d'autres actionnaires qui permettent d'obtenir cette consolidation parce que vous avez une part importante du capital et vous êtes avec d'autres acteurs. Vous avez des clauses juridiques qui vous permettent d'obtenir cette consolidation, ce qui est le cas aujourd'hui dans certaines entités que le Groupe consolide mais dont il ne contrôle pas la majorité du capital.

Stéphane RICHARD

C'est le cas au Sénégal par exemple. Au Sénégal, nous ne sommes pas majoritaires économiquement au sein de la Sonatel. En revanche, nous avons un nombre d'administrateurs et des accords avec l'Etat en particulier qui nous permettent de consolider les résultats de la Sonatel dans les comptes d'Orange bien que nous n'ayons pas 50 % ou plus de 50 % du capital. C'est une exception. En général, Orange est quand même l'actionnaire majoritaire voire l'actionnaire unique dans beaucoup de nos filiales.

De la salle

Le problème que je rencontre est une situation incroyable mais réelle : je demeure à Puteaux dans le quartier de la Défense où j'ai un pavillon mais les pavillons ne sont pas alimentés en fibre. A 50 mètres, il y a un immeuble et les tours de la Défense. Je demande depuis des années et des années, à toutes les agences, je suis même allé dans le 15ème pour essayer de voir quelqu'un chez vous mais je n'ai réussi à voir personne. Alors voilà : vous avez installé Orange dans le monde, c'est très bien, mais à la Défense les propriétaires n'ont pas tout ça. Alors, est-ce qu'il y a beaucoup de propriétaires qui vivent la même chose ? Alors, comme je suis actionnaire et que j'ai 80 ans, en 2025, je ne sais pas si je serai là. Merci.

Stéphane RICHARD

D'abord Monsieur, merci de votre fidélité. On espère vivement que vous serez là en 2025. Fabienne peux-tu expliquer les contraintes du déploiement de la fibre optique dans les Hauts-de-Seine ?

Fabienne DULAC

Bonjour Monsieur. Merci quand même de votre confiance. La ville de Puteaux est à cheval en partie sur la Défense et en partie sur des zones résidentielles. Il faut que je vérifie, je suis désolée, avec votre adresse si la zone dans laquelle vous êtes est une zone qui soit déployée par Orange. Nous pourrions en reparler après cette instance.. Il m'est compliqué de vous répondre à quelle échéance viendra la fibre dans votre zone. Nous allons regarder cela. Aujourd'hui, nous déployons bien la fibre dans les immeubles et dans les pavillons. C'est vrai qu'au démarrage, et vous avez raison, lorsqu'on a commencé à déployer la fibre dans les années 2006-2007 en zone très dense, puis 2011 en zone moyennement dense, il était demandé, d'un point de vue réglementaire, de fibrer d'abord les immeubles de plus de douze habitants. Cela a effectivement un tout petit peu ralenti le déploiement dans les zones pavillonnaires. Mais aujourd'hui, nous attaquons l'ensemble de la France, l'ensemble des territoires, zones très denses, zones moyennement denses, immeubles ou pavillons et, je le rappelle, Orange, avec ses petits bras musclés, avance extrêmement vite sur le déploiement de la fibre. Stéphane nous l'a dit tout à l'heure, c'est 9,6 millions de foyers raccordables. Je voudrais juste rappeler que, en France en tout cas Orange a déployé 75 % de la fibre. Cela veut dire que, sur les 100 % de foyers

raccordables en France, 75 ont déjà été opérés par Orange. Nous sommes bien à la manœuvre et nous accélérons le déploiement. Je vous promets d'essayer de répondre à votre question à l'issue de cette Assemblée générale.

Stéphane RICHARD

Monsieur, pour vous-même et pour tous nos actionnaires présents ce soir, qui pourraient avoir rencontré ou qui rencontrent une difficulté ou pour ceux qui souhaitent tout simplement poser une question à Orange en tant qu'opérateur, je vous rappelle que, comme pour chaque assemblée générale, il y a des équipes ici dans l'immeuble qui ont été mises en place pour répondre ponctuellement à vos questions. Je vous invite à aller les retrouver à la sortie de cette Assemblée et j'espère que vous serez tout à fait éclairés sur votre situation personnelle, en particulier pour vous, Monsieur, qui venez de poser cette question.

De la salle

Je souhaiterais avoir deux éclairages. Le premier éclairage est sur la stratégie et sur la vision que vous avez d'Orange pour les dix/quinze prochaines années. Est-ce que vous pouvez me dire, au niveau de la stratégie, si vous avez comparé votre croissance avec celle de vos concurrents en France ? Est-ce que vous vous contenterez de l'équilibre concurrentiel qui a été évoqué dans un des exposés ou est-ce que vous pensez qu'Orange peut reprendre des parts de marché sur ses concurrents nationaux ? Deuxièmement, est-ce que, pour les dix/quinze prochaines années, vous pensez que la croissance d'Orange se fera plus à l'international qu'au niveau national et même au-delà du territoire européen ? Est-ce qu'Orange va devenir, peut devenir une entreprise transnationale qui pourrait s'implanter sur d'autres continents que le continent européen ? Enfin, pourriez-vous apporter un éclairage sur les résolutions B et C. De mon point de vue, ces résolutions laissent une totale liberté aux actionnaires de choisir entre le paiement en dividendes et le paiement en numéraire. Alors effectivement on parle souvent d'un risque de dilution. Mais ce risque de dilution n'existe pas en réalité parce que l'actionnaire peut toujours choisir le paiement en actions. Ainsi, je voudrais savoir pourquoi le Conseil d'administration n'a pas agréé les résolutions B et C. Merci.

Stéphane RICHARD

Votre première question est en effet vaste mais nous allons quand même essayer de prendre certaines parties pour éclairer votre réflexion. Je propose de demander à Fabienne comment elle voit la question de la croissance en France, la question de la possible reconquête, qui n'est d'ailleurs peut-être pas le bon mot, mais en tout cas l'amélioration de nos parts de marché en France dans le contexte concurrentiel qu'on connaît avec la régulation aussi qui nous est imposée et qui limite quand même considérablement nos marges de manœuvre.

Fabienne DULAC

Bonjour Monsieur. Nous sommes en France dans un contexte concurrentiel extrêmement agressif avec une année 2017 qui a été très challengée par nos concurrents et par un marché très promotionnel. Nous avons un premier trimestre qui est dans la même dynamique. Juste pour vous donner un chiffre : 270 jours de promotion sur un trimestre, avec des prix moyens à moins de 5 euros, c'est assez complexe. Et néanmoins, dans ce marché-là très compétitif, Orange a réussi à reprendre des parts de marché tout au long de l'année 2017 grâce à la stratégie que vous a précisée tout à l'heure Stéphane, qui est celle de la convergence. Un client convergent est un client qui est beaucoup moins sensible aux promotions de nos compétiteurs. C'est aussi un client qui ne change pas régulièrement d'opérateur. La convergence est aussi pour nous un levier d'acquisitions parce que la convergence repose sur deux pattes : une patte mobile et une patte fixe. Et dans 86 % des cas, lorsque nous allons acquérir un client convergent, il est soit nouveau sur le mobile, soit nouveau sur le haut débit. Donc cela nous permet d'aller chercher de la part de conquête des clients qui sont chez nos compétiteurs. Donc la convergence plus la fibre ont été en 2017 et sont encore, sur ce premier trimestre, au final la clé du succès de cette conquête et reconquête du marché que nous avons opérées sur l'ensemble du territoire, et plus particulièrement dans les zones très denses. Je pense notamment à Paris où nous étions deuxième jusqu'à l'année dernière et où nous sommes devenus premier en part de marché. Nous le sommes également dans toutes les grandes villes de France.

Pour répondre précisément à votre question, nous avons gagné, de la part de marché en 2017 sur le mobile. Nous avons aujourd'hui une part de marché à 37,5 %. Nous avons gagné plusieurs points. Nous avons

également repris 0,3 point sur le Broadband. Nous avons 42,3 % de parts de marché. C'est une croissance comme nous n'en avons pas connue depuis quatre ou cinq ans. Enfin, nous sommes leader sur la fibre (plus de 50 %) et nous allons maintenir cette dynamique-là.

La stratégie que vous nous demandez de préciser, c'est bien celle de la convergence et des réseaux très haut débit fixe et mobile, la qualité de l'expérience client. Ces trois éléments-là nous permettent aujourd'hui de reprendre des parts de conquête chez nos concurrents parce qu'il y a moins de primo accédant (le marché est un petit peu mature) et donc de regagner des parts de marché et de renforcer évidemment, à la fin, le leadership d'Orange.

Stéphane RICHARD

J'ajouterai un mot là-dessus. Nous sommes quand même dans un secteur qui a décrété la concurrence mais qui ne l'applique pas jusqu'au bout. Pourquoi ? Parce qu'il y a un régulateur, un régulateur sectoriel, et un régulateur de la concurrence aussi qui a une vision de ce secteur dans laquelle un acteur ne peut pas prendre une part trop importante. Il y a donc une certaine contradiction entre, d'un côté encourager la concurrence, et, de l'autre côté, mettre une limite au départ à cette concurrence qui est que s'il y a un opérateur qui devient un peu trop gros, un certain nombre de mesures pour l'affaiblir pourrait être pris. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé en ce qui nous concerne. Regardez le débat sur la fibre, c'est quand même assez éclairant. Les autorités incitent les opérateurs à investir dans la fibre. Tout le monde peut le faire. Tout le monde a les moyens de le faire. Nous décidons en 2011 de mettre le maximum de ressources de l'entreprise pour prendre les positions les plus importantes et le plus vite possible dans la fibre. Ce qui nous conduit, entre la zone dense, la zone moyennement dense et la zone rurale, aujourd'hui à faire 70 %, 75 % des déploiements. Même si nous avons pris beaucoup de précautions, même si nous avons négocié des accords de co-investissement avec les trois autres opérateurs, nous sommes en permanence sous la menace voilée d'avoir une régulation asymétrique qui soit mise en place sur nous parce qu'Orange prend trop de place sur le marché. Nous essayons, disent nos détracteurs, de reconstituer un monopole. Non, nous jouons un jeu dont les règles ont été fixées au départ et qui sont les mêmes pour tout le monde.

Je vous dis cela parce que toutes nos équipes, tous les jours, essayent de regagner des clients et d'améliorer leur part de marché. Mais, il y a quand même une sorte d'asymptote dans les télécoms qui fait qu'un opérateur ne peut pas être trop gros, trop dominant car il court le risque assez rapidement de se voir imposer des mesures négatives.

Sur l'autre volet de votre question qui est la présence internationale : je rappelle qu'Orange fait à peu près la moitié de son activité en dehors de France. Aujourd'hui Orange est un groupe largement international ou multinational. La France représente une moitié environ de ses revenus. Nous avons choisi deux grandes zones géographiques : l'Europe et l'Afrique et Moyen-Orient. Nous pensons qu'à l'horizon que vous tracez, dix ans, quinze ans, il y a beaucoup à faire sur ces deux continents.

Je commence par l'Afrique et le Moyen-Orient. Il est évident que ce continent représente, en termes de croissance des populations, en termes de croissance économique, la zone de plus forte croissance du monde dans les années qui viennent. Je rappelle qu'en 2050 (ce n'est pas à 10/15 ans, c'est à 25 ans/30 ans) il y aura davantage d'habitants en Côte d'Ivoire, pays Orange qu'en France. Il y aura davantage d'habitants au Niger, pays Orange qu'en France. Donc il faut avoir cela en tête parce que les perspectives de croissance notamment soutenues par la croissance démographique de l'Afrique et du Moyen-Orient, font que nous sommes chaque jour toujours plus convaincus que c'est un choix structurant et très important pour notre avenir et dans lequel il faudra consacrer beaucoup d'efforts, beaucoup de ressources, peut-être d'ailleurs continuer à grandir en allant dans de nouveaux pays, grandir dans les pays où nous sommes déjà. C'est un réservoir de croissance qui est immense.

Ensuite, il y a l'Europe. L'Europe c'est un paysage différent, c'est des économies matures mais c'est un paysage fragmenté. Il y a trop d'opérateurs en Europe vous le savez bien. Il y a plus de 140 opérateurs fixe et mobile en Europe là où il y en a peut-être bientôt trois aux Etats-Unis, trois en Chine. On a donc une industrie qui est totalement éclatée. Il y aura à nouveau de la consolidation en Europe, j'en suis convaincu. Je ne sais pas à quel rythme. Cela supposera qu'il y ait aussi une évolution du regard des autorités, notamment concurrentielles, sur ce secteur. Mais la logique économique est qu'il y ait une forme de restructuration, consolidation de l'industrie au niveau européen dans laquelle Orange est bien décidé à jouer un rôle majeur.

Pour moi, l'Europe dans son ensemble, l'Europe au sens large (c'est-à-dire de l'Atlantique à l'Oural), l'Afrique et le Moyen-Orient sont des zones naturelles, privilégiées pour Orange. Nous y sommes déjà très implantés. Nous avons déjà une expérience ancienne et dans laquelle, j'en suis convaincu, il y a encore beaucoup d'opportunités de grandir dans nos métiers télécoms et aussi dans nos nouveaux métiers. Je pense notamment au métier entreprise puisque nous évoquions Orange Business Services, qui est une partie dans laquelle il peut y avoir aussi de grandes possibilités de développement en dehors de France et donc permettre de concourir au rayonnement international d'Orange.

Sur la question du paiement du dividende en actions, je vais demander à Ramon de vous résumer un peu qu'elle a été la vision du Conseil par rapport à cette question.

Ramon Fernandez

Je parle sous le contrôle du Conseil d'administration qui est devant nous. D'abord, pour rappel, les statuts d'Orange le prévoient. Il n'y a donc pas d'interdiction de principe. Cette question est réexaminée chaque année par le Conseil. Pourquoi est-ce que le Conseil a-t-il considéré que ce n'était pas aujourd'hui une bonne option de payer ce dividende en action ? Tout d'abord parce que la dilution que cela implique ne plaît pas beaucoup à certains actionnaires.. La deuxième raison est que cela coûte cher. Il y a toujours quelque chose à mettre sur la table pour accompagner le paiement du dividende en action, donc tous les actionnaires, y compris ceux qui veulent du cash immédiat, doivent contribuer à ce paiement en actions. Troisièmement cela retarde le paiement du dividende. Enfin, la quasi-totalité des entreprises, et il y en a en réalité très peu, qui payent leurs dividendes en actions, le font parce qu'elles ont une contrainte sur leur bilan et une contrainte sur leurs ressources disponibles, sur leur cash. C'est donc un très mauvais signal alors même que votre Groupe a aujourd'hui un bilan solide, un ratio de dette/Ebitda qui est inférieur à 2, nous avons 14 milliards de liquidités dont 8 milliards de cash. Donc, nous avons les moyens de payer ce dividende immédiatement en cash.

Pour terminer je dirai que, si vous souhaitez mobiliser avec le dividende reçu en cash des acquisitions d'actions cela est extrêmement facile à faire. Faire autrement donne un mauvais signal, coûte cher à l'entreprise et retarde le paiement du dividende. Donc, à ce stade, je crois que le Conseil d'administration a considéré que ce n'était pas une option qui était à recommander.

De la salle

Hier, dans « Complément d'enquête », nous vous avons vu avec Messieurs Pouyanné et Bazin notamment, dans un beau bus rendant visite chez lui au riche et controversé Mohammed Ben Salmane. Comment s'est passé le rendez-vous ? Sur quoi va-t-il déboucher éventuellement ? Et pourquoi tous ensemble ? Pour finir, vous parliez de langage et de gestuelle tout à l'heure. Je suis analyste comportemental. Je me permettrai de regarder un petit peu votre langage corporel pour voir des signes éventuels d'exagération, non-dits et mensonges.

Stéphane RICHARD

Bien, je sais que je vais donc être scruté. Mohammed Ben Salmane s'est rendu en France et cela n'a échappé à personne car sa visite a été assez médiatisée. Dans le cadre de cette visite, il y avait de nombreux entretiens prévus dont un avec une quinzaine de chefs d'entreprise français qui ont des projets, une activité et/ou des projets en Arabie Saoudite. Il y avait effectivement Patrick Pouyanné qui en a beaucoup plus qu'Orange, puisque c'est le PDG de Total. Il y avait aussi Thalès, Accor et pas mal d'autres entreprises représentées.

J'ai effectivement participé à cette délégation. Pourquoi ? Parce que, aujourd'hui Orange a une équipe sur place qui est une filiale d'Orange Business Services et qui travaille sur plusieurs grands projets dans ce pays notamment pour y développer une expertise en matière de Smartcity c'est-à-dire ces villes connectées et intelligentes. Vous savez que, dans ce pays, il y a plusieurs projets, pharaoniques d'ailleurs, de construction de nouvelles villes. Nous essayons donc de faire du business en essayant de proposer nos expertises dans ce domaine aux personnes qui conduisent ces projets. Orange réalise une trentaine de millions d'euros de chiffre d'affaires en Arabie Saoudite. Ce n'est pas un chiffre très important mais il est quand même significatif et c'est surtout pour nous une occasion de mettre en avant ce que le Groupe peut apporter dans ce domaine des « smartcities » parce qu'il y a d'autres projets aussi de grandes villes, de nouvelles villes intelligentes ailleurs dans le monde. C'est donc tout simplement une opportunité de développement dans ce domaine.

L'autre aspect de nos activités en Arabie Saoudite c'est qu'Orange est le partenaire télécom d'un certain nombre d'entreprises françaises qui sont implantées en Arabie Saoudite ou d'entreprises du pays dont Orange gère les communications au niveau mondial.

Nous avons donc un bureau d'Orange Business Services en Arabie Saoudite. C'est ce qui justifiait ma présence lors de cet entretien. Le déroulement de l'entretien a été très simple. Nous avons eu un exposé du prince sur le pays, les projets du pays, ses ambitions pour le pays qui sont très grandes. Ensuite, il y a eu un tour de table très rapide de quelques personnes de la délégation qui étaient des chefs d'entreprise. Ils ont simplement dit quelques mots sur ce qu'ils faisaient et ce qu'ils pouvaient proposer au pays.. Cela s'est fait en présence du ministre de l'Economie et des Finances qui assistait également à cet entretien. Voilà le compte-rendu le plus complet, le plus simple et le plus sincère que je peux faire.

De la salle

Cela fait un peu plus de deux heures que cette Assemblée générale a lieu et je n'ai pas entendu parler d'Orange Bank au point que je vais finir par croire que le métier d'Orange serait les télécoms. C'est ma première question.

La deuxième question concerne les pays en voie de développement. Pour moi, j'associe Orange en Europe, en Occident à l'évolution innovatrice. Est-ce que vous pouvez me dire si, pour les pays en voie de développement, ce ne serait pas plutôt la révolution innovatrice. Prenons un exemple. Je reviens sur Orange Bank. Dans des pays où il n'y a pas d'agence bancaire ou pas de système bancaire, l'apport peut être extrêmement important. C'est aussi vrai pour la 5G. Là-bas, la fibre optique, ne sera pas pour demain. Je pense qu'Orange a un poids dans ces pays en voie de développement qui n'est pas d'une commune mesure avec ce qu'il pourrait être en Occident. J'aimerais donc savoir comment cela est perçu dans ces pays.

Stéphane RICHARD

La banque, j'en ai parlé dans mon propos introductif. Ramon est un peu revenu dessus. On n'a pas eu l'occasion de revenir sur ce sujet mais je peux en dire quelques mots maintenant puisque vous m'en fournissez l'occasion.

Vous savez qu'on a lancé cette offre en novembre 2017, c'est donc récent. On a travaillé environ un an avant de lancer cette offre à partir d'un partenariat que nous avons noué avec Groupama et autour d'une banque qui existait déjà, qui était la banque de Groupama. Il y a donc eu tout un travail (travail important d'ailleurs) qui a mobilisé beaucoup de monde, beaucoup de compétences pour en quelque sorte greffer autour de ce noyau de départ qui était Groupama Bank un nouveau système qui nous permette de proposer cette banque 100 % mobile et digitale que nous avons proposée en novembre 2017.

Qu'est-ce que nous pouvons en dire depuis le lancement ? Aujourd'hui, nous avons nettement dépassé les 100 000 clients effectifs, c'est à dire des personnes qui ont ouvert un compte sur Orange. Comment peut-on apprécier ce démarrage ? Si vous regardez comment les banques digitales depuis dix ans se sont comportées après leur lancement, je pense pouvoir dire que c'est le lancement le plus réussi de ces dernières années. Avec un peu plus de 100 000 comptes ouverts aujourd'hui. Par exemple, nous ne sommes pas très loin du nombre de comptes de la filiale digitale du Crédit Agricole, qui existe depuis pas mal d'années. Ce score, qui est un peu supérieur à 100 000 comptes ouverts en quelques mois, peut être considéré comme tout à fait satisfaisant. Il est d'ailleurs assez nettement supérieur à ce qu'on avait prévu dans nos business plans.

Ensuite quel est le projet de la banque ? D'abord pourquoi est-ce que nous avons fait cela et qu'est-ce que nous en attendons ? Nous avons fait cela parce que nous nous sommes basés sur l'expérience que nous avons acquise en Afrique et au Moyen-Orient. Nous sommes convaincus que l'usage mobile, l'usage digital de la banque du quotidien va s'imposer. Qu'est-ce qu'il y a de plus simple aujourd'hui que de gérer son compte bancaire, de faire ses transactions, de faire des virements, de payer aussi avec son téléphone tout en disposant des services de banque classiques avec une carte bancaire. Aujourd'hui, nous pouvons proposer ce service avec un autre avantage : celui d'avoir un réseau de boutiques avec des hommes et des femmes formés pour cela, ce qui permet d'offrir à nos clients de la banque un double accueil possible, entièrement digital s'ils le souhaitent (car tout peut se faire en ligne à travers l'application), ou un accompagnement physique. Nous sommes les seuls aujourd'hui en France à proposer cette formule. Nous sommes donc assez convaincus que ce produit va fonctionner et a un grand potentiel d'autant plus que nous avons prévu de l'enrichir

progressivement avec de nouveaux services. J'ai évoqué le prêt personnel qui a été lancé il y a quelques semaines, mais nous avons toute une série de nouveaux services qui vont être proposés progressivement sur cette banque de façon à en faire une banque de plein exercice qui proposera vraiment toutes sortes de prestations qu'un client attend aujourd'hui d'une banque. Mais nous ferons cela d'une façon innovante, non seulement sur la relation client qui sera essentiellement digitale avec de l'intelligence artificielle, mais aussi dans la conception même de ces produits, en matière d'assurance, en matière de crédit.

Donc notre but c'est vraiment d'innover, de disrupter un peu ce secteur en s'inspirant aussi de ce que font les start-up dans ce domaine, ce qu'on appelle les « fintech ». Au fond, le projet d'Orange c'est vraiment de représenter la banque digitale qui a la créativité des start-up et qui offre la sécurité d'Orange, de la marque, d'un groupe et aussi d'une proximité physique qui est inégalable à travers le réseau de distribution qui est le nôtre. Voilà le projet. Il s'agit à la fois de lancer une nouvelle activité avec l'objectif de créer de la valeur pour l'ensemble des actionnaires d'Orange. Il s'agit aussi d'enrichir la relation, le dialogue que nous avons avec nos clients télécom. Et je vous rassure, oui, nous sommes toujours un opérateur télécoms, fiers de l'être et désireux de le rester pour l'essentiel de ses activités pendant de très nombreuses années.

Simplement, cette relation-là, vous voyez que nous pouvons aussi l'enrichir en y apportant de nouveaux services utiles pour les gens. Quand nous proposons une banque performante comme cela, et gratuite en plus, je pense que nous sommes utiles aussi. Et cela va nous permettre de développer des offres combinant à la fois une partie télécom et une partie bancaire, par exemple pour financer les terminaux.

Nous avons ouvert des portes en faisant cela. Et maintenant nous allons essayer de rentrer à l'intérieur, de saisir de nouvelles opportunités. C'est un projet qui nous motive beaucoup, qui suscite d'ailleurs beaucoup d'enthousiasme au sein des équipes d'Orange. Je pense que nous en sommes vraiment qu'au tout début de cette aventure.

Sur les pays en développement, vous avez tout à fait raison. Le digital, le numérique sont peut-être l'occasion historique d'apporter une réponse ou en tout cas d'être un catalyseur fantastique pour les pays en voie de développement. Pourquoi ? Parce que le numérique permet à ces pays de s'affranchir des retards historiques qu'ils ont en matière d'infrastructure et qui seront extrêmement longs à résorber. Grâce à la connectivité, notamment à la connectivité mobile (parce que cela se passe pour l'instant beaucoup par le mobile) au smartphone (nous avons la capacité de proposer des smartphones à moins de 50 dollars dans ces pays), nous avons la possibilité de mettre dans la main de ces populations un instrument avec de l'intelligence, de la connectivité. Cet instrument va changer le commerce, la banque (on l'a dit avec la fonction mobile banking), l'éducation, va changer peut-être le domaine de la santé (on l'a évoqué), la culture. C'est une révolution incroyable qui est encore bien plus importante dans ces pays qu'elle ne peut l'être en Occident ou dans des pays développés. Nous en sommes infiniment convaincus. C'est pour cela aussi que nous investissons autant dans ces pays. En effet, au-delà du business que nous pouvons y faire parce que nous sommes une entreprise qui fait du commerce et de la technologie, il y a vraiment une utilité humaine, sociale, environnementale qui est encore bien plus grande dans ces pays que n'importe où ailleurs grâce à l'arrivée du digital.

Le dernier exemple que je prendrais c'est celui de l'agriculture. Nous avons aujourd'hui des applications qui permettent de mettre dans la main de beaucoup d'agriculteurs en Afrique des dispositifs qui facilitent la gestion de leurs exploitations. L'Afrique, c'est le premier terrain d'expérimentation de l'agriculture connectée.

Je souscris totalement à votre vision, je pense qu'en effet, en tout cas pour ce qui concerne notre zone de prédilection qu'est l'Afrique et le Moyen-Orient, la révolution digitale c'est la révolution tout court et c'est certainement l'occasion historique pour ces pays de rattraper beaucoup de retard qu'ils ont accumulés depuis des siècles.

Je pense qu'on a le temps pour prendre une dernière question et après, il faudra passer au vote.

De la salle

Ma question porte sur la résolution n° 3 sur l'affectation et la distribution des dividendes. Je rassure la salle, je ne citerai que trois chiffres parce que justement il m'en manque deux qui généralement apparaissent dans cette résolution. Vous nous donnez un bénéfice de l'exercice en comptes sociaux de 2,6 milliards ainsi qu'un report à nouveau de presque 6 milliards soit un bénéfice distribuable, je dis bien distribuable, de

8,6 milliards. Vous nous donnez le dividende à la fois en acompte et en solde par action. Toutefois, il manque deux chiffres pour se faire une idée du vote de cette résolution : c'est le bénéfice distribué, s'il est inférieur ou supérieur aux 2,6 milliards, ainsi que le nouveau report à nouveau, s'il est inférieur ou supérieur aux 6 milliards de façon à savoir si vous avez puisé ou non dans le report à nouveau.

Stéphane RICHARD

A question simple on va apporter une réponse simple. Je propose que Ramon réponde à votre question.

Ramon FERNANDEZ

La bonne référence, effectivement c'est celle du résultat social et on a donc effectivement une capacité de distribution très importante que vous avez rappelée qui est supérieure à 8 milliards d'euros. Quant au report à nouveau je vais vous trouver la réponse immédiatement. Je ne l'ai pas juste avec moi, mais je vais vous la donner.

Stéphane RICHARD

Mais le montant du dividende je crois que Monsieur le connaît. Nous sommes à 5,9 milliards pour le report à nouveau. Après le montant total de la distribution c'est 65 centimes d'euro, multiplié par deux milliards et quelques d'actions. On est à 1,7 milliard de total de dividendes. A comparer à 2,6 milliards de résultat social et à peu près à 8 milliards de bénéfice distribuable. Nous distribuons beaucoup moins de dividendes que le résultat social.

Le temps des questions-réponses est écoulé. Merci pour votre attention et vos questions.

Passons au vote des résolutions, étant précisé que le quorum définitif atteint est de 72,63 %.

Vote des 25 résolutions

Nicolas GUERIN

Secrétaire Général du Groupe

Un film est diffusé sur le mode d'emploi du boîtier de vote électronique.

Nicolas GUERIN

Le quorum définitif est de 72,63 %. L'Assemblée peut donc valablement délibérer.

A titre Ordinaire

PREMIERE RESOLUTION

Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. Elle arrête le bénéfice de cet exercice à 2 633 825 885,95 euros.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 2 313 618 287 voix pour, 40 123 935 voix contre et 129 986 abstentions.

DEUXIEME RESOLUTION

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 2 313 515 075 voix pour, 40 229 010 voix contre et 128 123 abstentions.

TROISIEME RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 201, tel que ressortant des comptes annuels

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- (i) constate que compte tenu du bénéfice de l'exercice s'élevant à 2 633 825 885,95 euros et du report à nouveau créditeur de 5 994 729 586,59 euros (avant imputation de l'acompte sur dividende visé au (iii) ci-après), le bénéfice distribuable s'élève à 8 628 555 472,54 euros ;
- (ii) décide de verser aux actionnaires, à titre de dividende, 0,65 euro par action et d'affecter le solde du bénéfice distribuable au poste "Report à nouveau" ;
- (iii) prend acte que, compte tenu de l'acompte sur dividende d'un montant de 0,25 euro par action mis en paiement le 7 décembre 2017, le solde du dividende à distribuer s'élève à 0,40 euro par action.

La date de détachement du dividende est le 5 juin 2018 et le solde du dividende à distribuer sera mis en paiement le 7 juin 2018.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de déterminer le montant global du dividende, étant précisé que les actions détenues par la Société au 7 juin 2018 n'auront pas droit au paiement du solde du dividende à distribuer et, en conséquence, de déterminer le montant du solde du bénéfice distribuable qui sera affecté au poste "Report à nouveau".

Il est précisé que le solde du dividende à distribuer est éligible à hauteur du montant brut perçu à l'abattement de 40 % en application du 2° du 3 de l'article 158 du code général des impôts, bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions (hors auto-détention)	Dividende par action	Quote-part du dividende éligible à l'abattement de 40 %
2014	2 648 650 208	0,60 €	100 %
2015	2 659 400 794	0,60 €	100 %
2016	2 659 846 780	0,60 €	100 %

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 2 091 203 571 voix pour, 262 545 024 voix contre et 123 613 abstentions.

QUATRIEME RESOLUTION

Conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes, prend acte des conclusions dudit rapport et constate qu'aucune convention visée par l'article L. 225-38 du code de commerce n'a été conclue lors de l'exercice 2017.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 2 353 316 148 voix pour, 411 021 voix contre et 145 039 abstentions.

CINQUIEME RESOLUTION

Renouvellement d'un mandat d'administrateur

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de M. Stéphane Richard viendra à expiration à l'issue de la présente Assemblée générale et décide, sur proposition du Conseil d'administration et dans les conditions prévues par l'article 13 des statuts, de renouveler son mandat d'administrateur pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 2 086 122 679 voix pour, 267 624 346 voix contre et 125 183 abstentions.

SIXIEME RESOLUTION

Ratification de la cooptation d'un administrateur

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ratifie la nomination en tant qu'administrateur de Mme Christel Heydemann, décidée par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 26 juillet 2017, en remplacement de M. José-Luis Duran, démissionnaire.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 2 347 060 023 voix pour, 6 687 758 voix contre et 124 427 abstentions.

SEPTIEME RESOLUTION

Election de M. Luc Marino en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, élit, en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires, M. Luc Marino, ayant pour remplaçant M. Philippe Charry, candidats du Fonds commun de placement d'entreprise "Orange Actions", pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 2 234 736 528 voix pour, 118 973 518 voix contre et 162 162 abstentions.

HUITIEME RESOLUTION

Election de M. Babacar Sarr en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, élit, en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires, M. Babacar Sarr, ayant pour remplaçant M. Wahib Kaddou, candidats du Fonds commun de placement d'entreprise "Orange Ambition International", pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Cette résolution est rejetée par les membres présents ou représentés avec 1 048 624 073 voix pour, 1 305 080 925 voix contre et 167 210 abstentions.

NEUVIEME RESOLUTION

Election de Mme Marie Russo en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, élit, en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires, Mme Marie Russo, ayant pour remplaçant M. Yves Terrail, candidats des salariés actionnaires au nominatif, pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Cette résolution est rejetée par les membres présents ou représentés avec 1 150 875 414 voix pour, 1 202 834 827 voix contre et 161 967 abstentions.

Monsieur Luc Marino est élu administrateur représentant les actionnaires salariés.

DIXIEME RESOLUTION

Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 à M. Stéphane RICHARD, Président-directeur général

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Stéphane RICHARD au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels que présentés dans la section 4.4.1.1 du document de référence de la Société relatif à l'exercice 2017.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 1 991 341 993 voix pour, 362 373 181 voix contre et 157 034 abstentions.

ONZIEME RESOLUTION

Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 à M. Ramon FERNANDEZ, Directeur général délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Ramon FERNANDEZ au titre de

l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels que présentés dans la section 4.4.1.1 du document de référence de la Société relatif à l'exercice 2017.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 1 991 336 574 voix pour, 362 375 681 voix contre et 159 953 abstentions.

DOUZIEME RESOLUTION

Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 à M. Pierre LOUETTE, Directeur général délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Pierre LOUETTE au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels que présentés dans la section 4.4.1.1 du document de référence de la Société relatif à l'exercice 2017.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 1 991 326 761 voix pour, 362 381 990 voix contre et 163 457 abstentions.

TREIZIEME RESOLUTION

Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 à M. Gervais PELLISSIER, Directeur général délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Gervais PELLISSIER au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels que présentés dans la section 4.4.1.1 du document de référence de la Société relatif à l'exercice 2017.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 1 991 325 313 voix pour, 362 381 060 voix contre et 165 835 abstentions.

QUATORZIEME RESOLUTION

Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président-directeur général

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 225-37-2 du code de commerce, approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président-directeur général à raison de son mandat, tels que détaillés dans la section 4.4.1.2 du document de référence de la Société relatif à l'exercice 2017.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 1 718 246 300 voix pour, 606 760 093 voix contre et 28 865 815 abstentions.

QUINZIEME RESOLUTION

Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux Directeurs généraux délégués

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 225-37-2 du code de commerce, approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux Directeurs généraux délégués à raison de leur mandat, tels que détaillés dans la section 4.4.1.2 du document de référence de la Société relatif à l'exercice 2017.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 2 028 063 185 voix pour, 296 923 716 voix contre et 28 885 307 abstentions.

SEIZIEME RESOLUTION

Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de transférer des actions de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du code de commerce, le Conseil d'administration à acheter des actions de la Société, dans la limite d'un nombre d'actions représentant 10 % du capital social existant au jour de la présente Assemblée générale, dans les conditions suivantes :

- le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 24 euros par action, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions, et/ou de division ou de regroupement des actions, ce prix sera ajusté en conséquence ;
- le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat est fixé à 6 384 135 837,60 euros ;
- les acquisitions réalisées par la Société en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas l'amener à détenir, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, plus de 10 % des actions composant le capital social ;
- les acquisitions ou transferts d'actions pourront être réalisés à tout moment, dans le respect des dispositions légales ou réglementaires. Toutefois, le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- les acquisitions ou transferts d'actions pourront être réalisés par tous moyens, dans les conditions prévues par la loi, notamment sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociation ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs ou par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociation ou de gré à gré ;
- cette autorisation est valable pour une période de 18 mois.

Ces acquisitions d'actions pourront être effectuées en vue de toute affectation permise par la loi, les finalités de ce programme de rachat d'actions étant :

- (i) d'honorer des obligations liées :
 - a. aux programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux membres du personnel de la Société ou d'entreprises associées et notamment d'allouer des actions aux membres du personnel de la Société et des entités de son groupe dans le cadre (i) de la

participation aux résultats de l'entreprise, (ii) de tout plan d'achat, d'options d'achat ou d'attribution gratuite d'actions au profit des membres du personnel et mandataires sociaux ou de certains d'entre eux, ou (iii) de toute offre d'acquisition d'actions réservée au personnel du groupe Orange (en ce compris toute cession d'actions visée à l'article L. 3332-24 du code du travail), ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations,

b. aux valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société (y compris réaliser toutes opérations de couverture à raison des obligations de la Société liées à ces valeurs mobilières), y compris aux valeurs mobilières souscrites par des membres du personnel ou des anciens membres du personnel de la Société et des entités de son groupe,

(ii) d'assurer la liquidité de l'action de la Société par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers,

(iii) de conserver des actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe,

(iv) de réduire le capital de la Société en application de la vingtième résolution soumise à la présente Assemblée générale, sous réserve de son adoption.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser les termes et en arrêter les modalités, pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, établir tous documents notamment d'information, effectuer toutes formalités, en ce compris affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes finalités poursuivies, et toutes déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 1er juin 2017 par sa quinzième résolution.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 2 068 238 274 voix pour, 285 423 162 voix contre et 210 772 abstentions.

A titre Extraordinaire

DIX-SEPTIEME RESOLUTION

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice de dirigeants mandataires sociaux et de certains membres du personnel du groupe Orange

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de majorité et de quorum requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du code de commerce, le Conseil d'administration à procéder, en une fois et aux conditions qu'il déterminera, dans les limites fixées dans la présente autorisation, à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre de la Société au profit de dirigeants mandataires sociaux (au sens de l'article L. 225-197-1 II. du code de commerce) et de certains membres du personnel de la Société ou de sociétés ou groupements qui sont liés à la Société au sens de l'article L. 225-197-2 du code de commerce.

Cette autorisation est consentie pour une durée de 12 mois à compter du jour de la présente Assemblée générale.

Le nombre total des actions attribuées gratuitement en vertu de la présente résolution ne pourra représenter plus de 0,07 % du capital de la Société à la date de la présente Assemblée générale, étant précisé que le nombre total des actions attribuées gratuitement aux dirigeants mandataires sociaux de la Société au titre de la présente résolution ne pourra excéder 100.000 actions.

L'Assemblée générale décide que toute attribution décidée par le Conseil d'administration en application de la présente résolution sera soumise à l'atteinte des conditions de performance suivantes, telles que ces conditions pourront être précisées par le Conseil d'administration.

Les conditions de performance sont les suivantes :

- montant du cash-flow organique du Groupe (pour 50 % du droit à attribution définitive), dont l'atteinte de l'objectif sera appréciée sur trois années successives (dont l'année au cours de laquelle les actions auront été attribuées gratuitement) par rapport au budget de chacune de ces trois années tel que le Conseil d'administration l'aura préalablement approuvé ;
- évolution relative du Total Shareholder Return (TSR) Orange (pour 50 % du droit à attribution définitive), dont la performance sera appréciée en comparant (i) l'évolution du TSR Orange calculé en comparant la moyenne des cours de bourse de l'action Orange entre le 1er septembre 2017 et le 31 décembre 2017 (soit 14,14 euros) à la moyenne des cours de bourse de l'action Orange entre le 1er septembre 2020 et le 31 décembre 2020, (ii) à l'évolution du TSR du secteur calculé selon la même méthodologie à partir de l'indice de référence « Stoxx Europe 600 Telecommunications » ou de tout autre indice qui viendrait s'y substituer.

Le résultat global obtenu pourra être modulé de manière limitée dans une fourchette de +/- 15 % par le Conseil d'administration sur la base de cinq critères quantifiables (le chiffre d'affaires diversification, le débit data mobile et fixe, le brand power, l'EBITDA ajusté et le Net Promoter Score (NPS)), chaque critère pesant pour 3 % et si l'objectif est tenu, le critère sera valorisé +3 % (-3 % dans le cas contraire), et son résultat constaté selon le principe du « hit or miss ».

Le Conseil d'administration fixera la durée de la période d'acquisition définitive, qui ne pourra se terminer avant le 31 mars 2021 et en tout état de cause être inférieure à deux ans, étant précisé :

- qu'aucune période minimale de conservation ne sera applicable aux bénéficiaires ;
- que les bénéficiaires devront être toujours en fonction au sein du Groupe au dernier jour de la période d'acquisition définitive.

Par exception à ce qui précède, les bénéficiaires dirigeants mandataires sociaux de la Société devront détenir jusqu'à la cessation de leurs fonctions au moins 50 % des actions qu'ils recevront.

En cas d'invalidité du bénéficiaire remplissant les conditions fixées par la loi, l'attribution définitive des actions pourra avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition et la condition de présence pourra être levée.

En cas d'attribution au titre de la présente résolution sous la forme d'actions existantes, ces actions devront être acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L. 225-208 du code de commerce, soit, le cas échéant, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par la seizième résolution soumise à la présente Assemblée générale au titre de l'article L. 225-209 du code de commerce ou de tout programme de rachat d'actions applicable antérieurement ou postérieurement.

L'Assemblée générale prend acte et décide, en tant que de besoin, que la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires des attributions d'actions, renonciation des actionnaires à tout droit sur les actions attribuées gratuitement sur le fondement de la présente résolution.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de :

- décider la répartition de l'attribution gratuite entre actions existantes et actions à émettre ;
- préciser les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions, en particulier le pourcentage d'attribution au titre du montant du cash-flow organique du Groupe en fonction de l'atteinte ou non de l'objectif sur chacune des années considérées, et laisser à son appréciation une marge de tolérance de 3 % pour éviter l'effet cliquet du principe du « hit or miss » ;
- fixer, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions gratuites ;

- déterminer l'identité des bénéficiaires, le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, et les modalités d'attribution et de livraison des actions ;
- décider les conditions dans lesquelles le nombre des actions attribuées sera ajusté ; et
- plus généralement, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, conclure tous accords, établir tous documents, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 1 990 282 297 voix pour, 363 447 598 voix contre et 137 563 abstentions.

DIX-HUITIEME RESOLUTION

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des émissions d'actions ou de valeurs mobilières complexes, réservées aux adhérents de plans d'épargne entraînant la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, délègue au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission (i) d'actions de la Société ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des actions existantes de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions à émettre de la Société, réservée aux adhérents des plans d'épargne d'entreprise (et/ou aux adhérents de tout autre plan pour lequel l'article L. 3332-18 du code du travail permettrait de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) mis en place au sein de la Société ou de son groupe.

Pour les besoins de la présente délégation, on entend par groupe, la Société et les entreprises, françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la Société en application des articles L. 3344-1 et L. 3344-2 du code du travail.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société immédiate ou à terme résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 200 millions d'euros, compte non tenu du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Le prix de souscription des actions nouvelles sera égal à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, diminuée de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que le Conseil d'administration pourra réduire cette décote s'il le juge opportun, notamment en cas d'offre aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de titres sur le marché international et/ou à l'étranger notamment afin de satisfaire aux exigences des droits locaux applicables.

Le Conseil d'administration pourra attribuer, à titre gratuit, aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, en complément des actions à souscrire en numéraire, des actions existantes ou à émettre, de même nature ou non que celles à souscrire en numéraire, à titre de substitution de tout ou partie de la décote susvisée et/ou d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires applicables. Le montant nominal des augmentations de capital réalisées immédiatement ou à terme du fait de l'attribution d'actions s'imputera sur le plafond ci-dessus (200 millions d'euros).

L'Assemblée générale décide de supprimer, au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre dans le cadre de la présente délégation, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs à tout droit aux titres attribués gratuitement sur le fondement de cette délégation (y compris à la partie des réserves, bénéfices ou primes incorporées au capital, à raison de l'attribution desdits titres faite sur le fondement de la présente délégation).

L'Assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner accès.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, disposera de tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour :

- arrêter les caractéristiques, montant et modalités de toute émission de titres ;
- déterminer que les émissions pourront avoir lieu directement au profit des bénéficiaires ou par l'intermédiaire d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) d'épargne salariale ou organismes équivalents ;
- arrêter la liste des sociétés, ou groupements, dont les membres du personnel et anciens membres du personnel pourront souscrire aux actions émises ;
- déterminer la nature et les modalités de l'augmentation de capital, ainsi que les modalités de l'émission ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital ;
- déterminer, s'il y a lieu, le montant des sommes à incorporer au capital dans la limite fixée ci-dessus, le ou les postes des capitaux propres où elles sont prélevées ainsi que la date de jouissance des actions ainsi créées ;
- s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ; et
- prendre toute mesure pour la réalisation des augmentations de capital, procéder aux formalités consécutives à celles-ci, notamment celles relatives à l'admission aux négociations des titres créés, et apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital, et généralement faire le nécessaire.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 1^{er} juin 2017 par sa trente-et-unième résolution.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 2 315 204 567 voix pour, 38 528 935 voix contre et 133 956 abstentions.

DIX-NEUVIEME RESOLUTION

Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes,

- délègue, pour une durée de 18 mois, au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de procéder à l'annulation, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital de la Société, par périodes de 24 mois, de tout ou partie des actions de la Société acquises dans le cadre des programmes d'achat d'actions autorisés, par la seizième résolution soumise à la présente Assemblée générale ou encore de programmes d'achat d'actions autorisés antérieurement ou postérieurement à la date de la présente Assemblée générale,
- décide que l'excédent du prix d'achat des actions sur leur valeur nominale sera imputé sur le poste "Primes d'émission" ou sur tout poste de réserves disponibles, y compris la réserve légale, celle-ci dans la limite de 10 % de la réduction de capital réalisée,

- délègue au Conseil d'administration tous pouvoirs, avec faculté de délégation dans les conditions légales, pour procéder à la réduction de capital résultant de l'annulation des actions et à l'imputation précitée, ainsi que pour modifier en conséquence les statuts.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 1^{er} juin 2017 par sa trente-deuxième résolution.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 2 097 631 458 voix pour, 256 080 851 voix contre et 155 149 abstentions.

VINGTIEME RESOLUTION

Modification de l'article 13 des statuts sur l'élection de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, décide modifier comme suit le point 3 de l'article 13 des statuts comme suit :

« 3. L'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires est élu, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et aux présents statuts, par l'assemblée générale des actionnaires sur proposition des actionnaires visés à l'article L. 225-102 du code de commerce.

Une seule candidature est proposée à l'assemblée générale des actionnaires. Le candidat à l'élection comme administrateur représentant les membres du personnel actionnaires est désigné lors d'une consultation unique de l'ensemble des actionnaires visés à l'article L. 225-102 du code de commerce, en ce compris les fonds communs de placement d'entreprise dont plus du tiers de l'actif est composé d'actions de la Société.

Les modalités relatives à l'organisation et au déroulement de cette consultation, notamment en ce qui concerne le calendrier de désignation du candidat, sont arrêtées par le conseil d'administration ou par délégation par son président.

Sont éligibles les membres du personnel de la société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du code de commerce, qui sont salariés actionnaires ou membres du conseil de surveillance d'un des fonds commun de placement d'entreprise susvisés. Chaque candidat doit se présenter avec le nom de son remplaçant en cas de vacance.

La durée des fonctions de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires et les modalités d'exercice de son mandat sont identiques à celle des administrateurs élus par l'assemblée générale conformément à l'article L. 225-18 du code de commerce. Toutefois, en cas de perte de la qualité de membre du personnel, l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires est réputé démissionnaire d'office et son mandat prend fin de plein droit.

En cas de vacance pour quelque raison que ce soit du siège d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires, son remplaçant entre immédiatement en fonctions, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. En cas de vacance du remplaçant une nouvelle consultation dans les conditions fixées par les statuts sera organisée dans les meilleurs délais. »

Cette modification prendra effet au début de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, étant précisé que la procédure de consultation des actionnaires visés à l'article L. 225-102 du code de commerce pourra intervenir par anticipation, de telle manière que le candidat désigné conformément au nouveau dispositif statutaire puisse être élu par ladite assemblée. Le mandat de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires en cours à cette date prendra fin par anticipation à cette même date. La durée du mandat de son successeur sera déterminée conformément à l'article 13.3 des statuts de la Société dans sa rédaction approuvée par la présente Assemblée.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 2 351 275 295 voix pour, 2 446 595 voix contre et 145 568 abstentions.

VINGT-ET-UNIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour formalités

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée générale en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés avec 2 353 381 455 voix pour, 365 954 voix contre et 120 049 abstentions.

Il nous reste à voter les résolutions non agréées par le Conseil d'administration.

Résolution non agréée par le Conseil d'administration

A titre ordinaire

RESOLUTION A :

Amendement à la troisième résolution - Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tel que ressortant des comptes annuels

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- (i) constate que compte tenu du bénéfice de l'exercice s'élevant à 2 633 825 885,95 euros et du report à nouveau créditeur de 5 994 729 586,59 euros (avant imputation de l'acompte sur dividende visé au (iii) ci-après), le bénéfice distribuable s'élève à 8 628 555 472,54 euros ;
- (ii) décide de verser aux actionnaires, à titre de dividende, 0,55 euro par action et d'affecter le solde du bénéfice distribuable au poste "Report à nouveau" ;
- (iii) prend acte que, compte tenu de l'acompte sur dividende d'un montant de 0,25 euro par action mis en paiement le 7 décembre 2017, le solde du dividende à distribuer s'élève à 0,30 euro par action.

Le reste de la troisième résolution demeure inchangé.

Cette résolution A déposée par le FCPE Orange Actions non agréée par le Conseil d'administration est rejetée par les membres présents et représentés avec 309 042 729 voix pour, 2 015 952 041 voix contre et 28 877 438 abstentions.

RESOLUTION B :

Option pour le paiement du solde du dividende en actions

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide qu'en application de l'article 26 des statuts, les actionnaires pourront opter, à hauteur de la totalité du solde du dividende à distribuer, pour un paiement soit en numéraire soit en actions Orange.

La date de détachement du dividende étant le 5 juin 2018, cette option pourra être exercée par demande auprès des intermédiaires financiers habilités ou, pour les actionnaires inscrits dans les comptes de titres nominatifs auprès de BNP Paribas, Securities Services, Service Opérations sur Titres – Les Grands Moulins de Pantin, 9 rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex, entre le 6 juin 2018 et le 25 juin 2018 inclus.

A défaut d'exercice de l'option au cours de cette période, le solde du dividende à distribuer sera payé intégralement en numéraire le 5 juillet 2018.

Le prix d'émission des actions Orange remises en paiement sera égal à 90 % du montant résultant du calcul de la moyenne des premiers cours cotés sur le marché Euronext Paris aux vingt séances de bourse précédant le jour de la présente Assemblée, diminuée du montant du dividende (après déduction de l'acompte sur dividende susvisé), le Conseil d'administration ayant la faculté d'arrondir au centime d'euro supérieur le montant ainsi obtenu.

La conversion du dividende en actions à partir du prix d'émission ainsi déterminé se fera sur une base nette, c'est-à-dire après réduction, le cas échéant, du montant du dividende du prélèvement forfaitaire non libératoire et/ou des prélèvements sociaux et contributions additionnelles (pour des actionnaires fiscalement domiciliés en France) ou de la retenue à la source à un taux déterminé selon le pays de domiciliation fiscale de l'actionnaire (pour des actionnaires fiscalement non domiciliés en France).

Si le montant des dividendes pour lesquels est exercée l'option ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire recevra le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en espèces.

Les actions remises en paiement porteront jouissance au 1er janvier 2018.

Il est conféré tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour assurer la mise en œuvre du paiement du dividende en actions, constater l'augmentation de capital qui résulterait de la présente décision, de procéder à la modification corrélative des statuts et de procéder à toutes formalités y relatives.

Il est également précisé que le solde du dividende à distribuer, que celui-ci soit payé en numéraire ou en actions, est éligible à hauteur du montant brut perçu à l'abattement de 40 % en application du 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts, bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Cette résolution B déposée par le FCPE Orange Actions non agréée par le Conseil d'administration est rejetée par les membres présents et représentés avec 314 519 625 voix pour, 2 010 493 076 voix contre et 28 859 507 abstentions.

RESOLUTION C :

Autorisation au Conseil d'administration à l'effet, en cas de décision de verser un acompte sur dividende, de proposer aux actionnaires une option entre le paiement en numéraire ou en actions pour la totalité de cet acompte

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil, s'il le décide, en application de l'alinéa 3 de l'article 26 des statuts, de verser un acompte sur dividende de l'exercice clos le 31 décembre 2018 avant l'assemblée qui statuera sur les comptes dudit exercice, à proposer aux actionnaires une option pour le paiement de cet acompte en actions Orange à hauteur de la totalité de l'acompte, selon les modalités décrites ci-après.

Le prix d'émission des actions Orange remises en paiement sera égal à 90 % du montant résultant du calcul de la moyenne des premiers cours cotés sur le marché Euronext Paris aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration, diminuée du montant de l'acompte, le Conseil d'administration ayant la faculté d'arrondir au centime d'euro supérieur le montant ainsi obtenu.

La conversion du dividende en actions à partir du prix d'émission ainsi déterminé se fera sur une base nette, c'est-à-dire après réduction, le cas échéant, du montant de l'acompte du prélèvement forfaitaire non libératoire et/ou des prélèvements sociaux et contributions additionnelles (pour des actionnaires fiscalement domiciliés en France) ou de la retenue à la source à un taux déterminé selon le pays de domiciliation fiscale de l'actionnaire (pour des actionnaires fiscalement non domiciliés en France).

Si le montant des acomptes sur dividende pour lesquels est exercée l'option ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire recevra le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en espèces.

Les actions remises en paiement porteront jouissance au 1^{er} janvier 2018.

Il est conféré tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour fixer la période d'exercice de l'option, la date de paiement de l'acompte et plus généralement assurer la mise en œuvre du paiement de l'acompte en actions, constater l'augmentation de capital qui résulterait de la présente décision, de procéder à la modification corrélative des statuts et de procéder à toutes formalités y relatives.

Il est également précisé que le solde du dividende à distribuer, que celui-ci soit payé en numéraire ou en actions, est éligible à hauteur du montant brut perçu à l'abattement de 40 % (prévu au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts), bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Cette résolution C déposée par le FCPE Orange Actions non agréée par le Conseil d'administration est rejetée par les membres présents et représentés avec 312 010 616 voix pour, 2 013 011 596 voix contre et 28 849 996 abstentions.

A titre extraordinaire

RESOLUTION D :

Modification de l'article 13 des statuts sur le cumul des mandats

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier l'article 13 des statuts afin de fixer un nombre maximum de mandats que les administrateurs de la Société peuvent accepter pour exercer les fonctions d'administrateur de la Société.

En conséquence, il est ajouté le point 12 à l'article 13 des statuts comme suit :

« 12. Chaque administrateur, personne physique nommé par l'Assemblée générale, ne peut exercer simultanément plus de deux autres mandats d'administrateur ou de membre de conseil de surveillance de sociétés ayant leur siège social sur le territoire français et dont les titres de capital sont admis aux négociations sur un marché réglementé.

Pour l'application des dispositions du premier alinéa, ne sont pas pris en compte les mandats d'administrateur ou de membre de conseil de surveillance exercés par la personne considérée dans les sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L. 233-16 du code de commerce.

Toute personne physique qui se trouve en infraction avec les dispositions des deux alinéas précédents doit se mettre en conformité avec lesdites dispositions dans les trois mois de sa nomination. A l'expiration de ce délai, elle est réputée s'être démise de son mandat d'administrateur de la Société, sans que soit, de ce fait, remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part (avant ou après l'expiration dudit délai). »

Cette résolution déposée par le FCPE Orange Actions non agréée par le Conseil d'administration est rejetée par les membres présents et représentés avec 332 578 490 voix pour, 1 992 421 019 voix contre et 28 867 949 abstentions.

Le Président remercie ensuite les participants pour leur présence et leur fidélité d'actionnaires.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 18h53.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Le Président

Stéphane RICHARD

Les scrutateurs

FCPE ORANGE
ACTIONS

ETAT FRANCAIS

Le secrétaire

Nicolas GUERIN

représentés par :

Marc MAOUCHE

Chouane BADIROU
GAFARI